

## RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente de l'information importante au sujet de nos activités et de notre performance pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2021 ainsi que de l'information prospective au sujet de périodes futures. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le deuxième trimestre de 2021 et les notes y afférentes, préparés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), avec notre rapport de gestion annuel de 2020, nos états financiers consolidés audités annuels de 2020 et les notes y afférentes, qui ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards ou les « IFRS ») publiées par l'IASB, ainsi qu'avec les autres documents récents, dont notre notice annuelle, déposés auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes et américaines et publiés sur SEDAR, à [sedar.com](http://sedar.com) ou sur EDGAR, à [sec.gov](http://sec.gov), respectivement.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur Rogers, notamment sur son offre de produits et services, son marché concurrentiel et les tendances du secteur, sur sa stratégie fondamentale, ses principaux moteurs de la performance et ses objectifs, il y a lieu de se reporter aux rubriques « Comprendre nos activités », « Stratégie, principaux moteurs de la performance et faits saillants stratégiques » et « Capacité à produire des résultats » de notre rapport de gestion annuel de 2020.

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et « la Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de ses filiales. Rogers détient également des participations dans divers placements et entreprises.

Tous les montants présentés en dollars dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens, sauf indication contraire, et ils n'ont pas été audités. Toutes les variations en pourcentage sont calculées en fonction de nombres arrondis, tels qu'ils sont présentés dans les tableaux. Le présent rapport de gestion est daté du 20 juillet 2021 et a été approuvé à cette date par le comité d'audit et de risque du conseil d'administration de RCI (le « conseil »). Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et des hypothèses. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « À propos des énoncés prospectifs » pour obtenir de plus amples renseignements.

La Société est inscrite à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Dans le présent rapport de gestion, les expressions « trimestre », « trimestre considéré », « trimestre à l'étude » et « deuxième trimestre » désignent la période de trois mois close le 30 juin 2021, l'expression « premier trimestre » désigne la période de trois mois close le 31 mars 2021, et les expressions « semestre », « semestre considéré » et « semestre à l'étude » s'entendent de la période de six mois close le 30 juin 2021, à moins que le contexte ne le précise autrement. Sauf indication contraire, tous les commentaires concernant les résultats comparatifs ont trait à la période correspondante de 2020 ou au 31 décembre 2020, selon le cas. Les mentions de « la COVID-19 » renvoient à la pandémie de la maladie à coronavirus et aux répercussions de celle-ci observées dans les territoires où nous exerçons nos activités ou dans le monde entier, selon le cas.

Rogers<sup>MC</sup> et les marques associées sont des marques de commerce de Rogers Communications Inc. ou d'une société de son groupe, utilisées sous licence. Tous les autres noms de marque, logos et marques sont des marques de commerce et (ou) des œuvres protégées par le droit d'auteur appartenant à leurs titulaires respectifs. © 2021 Rogers Communications.

## Secteurs à présenter

Nous présentons nos résultats opérationnels selon trois secteurs à présenter. Le tableau suivant présente ces secteurs ainsi que la nature de leurs activités :

Secteur	Activités principales
Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services d'accès Internet, de télévision, de téléphonie et de domotique pour les entreprises et les consommateurs canadiens, et connectivité réseau offerte au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique et aux centres de données afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseautage, d'hébergement et d'infonuagique pour les marchés des entreprises, des entités du secteur public et des fournisseurs de services de télécommunications de gros.
Media	Portefeuille diversifié de médias, notamment dans les domaines du sport et du divertissement, de la télédiffusion, de la radiodiffusion, des chaînes spécialisées, des multiplateformes d'achat et du numérique.

Les secteurs Sans-fil et Cable sont exploités par notre filiale en propriété exclusive Rogers Communications Canada Inc. (« RCCI ») et certaines de nos autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive Rogers Media Inc. et ses filiales.

## Table des matières

2	Contexte d'exploitation et faits saillants stratégiques	32	Engagements et obligations contractuelles
6	Faits saillants financiers trimestriels	32	Évolution de la réglementation
7	Transaction visant Shaw	33	Mise à jour sur les risques et les incertitudes
8	Sommaire des résultats financiers consolidés	37	Estimations et méthodes comptables critiques
9	Résultats de nos secteurs à présenter	39	Indicateurs clés de performance
15	Revue de la performance consolidée	40	Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires
18	Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières	44	Autres renseignements
24	Survol de l'état de la situation financière	46	À propos des énoncés prospectifs
25	Situation financière		
27	Gestion des risques financiers		

## Contexte d'exploitation et faits saillants stratégiques

La COVID-19 continue d'avoir des répercussions considérables sur la population canadienne, de même que sur les économies du monde entier, car une troisième vague a affecté le Canada et d'autres pays au cours du trimestre à l'étude. Pendant la majeure partie du premier semestre de 2021, de vastes restrictions imposées par les autorités de santé publique étaient en place à des degrés divers. Protéger nos employés et garder nos clients connectés est resté notre priorité. Alors que les répercussions de la COVID-19 continuent de se faire ressentir partout dans le monde, nous restons confiants, car nous avons une équipe gagnante, un bilan financier solide et des réseaux de classe mondiale. Grâce à ces atouts, nous pourrions surmonter la pandémie sans nous écarter de notre objectif de croissance à long terme et en faisant bien les choses pour prendre soin de notre clientèle.

Nos six priorités guident nos actions et les décisions que nous prenons lorsque nous poursuivons l'amélioration de nos activités opérationnelles et investissons au moment opportun pour faire croître nos principales activités et procurer une valeur supérieure à nos actionnaires. Certains points importants sont présentés ci-après.

### *Offrir aux clients une expérience exceptionnelle en les faisant toujours passer en premier*

- Nous avons inscrit un taux d'attrition très satisfaisant des services postpayés de Sans-fil, qui s'est chiffré à 0,80 %.
- Nous avons continué d'accélérer la mise en œuvre de notre plan de numérisation visant à simplifier la tâche à nos clients. L'adoption du numérique a d'ailleurs atteint 86,5 %, et l'utilisation des assistants virtuels a augmenté de 40 % par rapport à l'an dernier.
- Nous avons élargi notre programme *Protection supérieure de l'appareil*<sup>MC</sup> pour y inclure les services AppleCare, procurant aux clients de Rogers<sup>MC</sup> et de Fido<sup>MC</sup> une meilleure protection et plus de choix.
- Rogers service Affaires<sup>MC</sup> a fait équipe avec Apple pour aider les PME canadiennes à améliorer la communication et la collaboration au sein de leurs équipes en leur offrant certains modèles d'iPhone 12 sans frais initiaux avec le service 5G de Rogers.
- Nous avons amélioré les fonctionnalités en libre-service de chat<sup>MC</sup>. Les clients peuvent simplement utiliser la messagerie texte pour consulter les renseignements sur leur compte, connaître leur solde et recharger leur compte.
- Nous avons transformé 19 magasins pour qu'ils puissent offrir les produits et les services des marques Rogers et Fido en un même endroit, étendant de ce fait notre territoire de distribution nationale.
- Nous avons lancé le service *Cueillette express* dans plus de magasins pour offrir plus de choix et de commodité à nos clients.

### *Investir dans nos réseaux et nos technologies pour exceller en matière de performance, de fiabilité et de couverture*

- Pour la troisième année d'affilée, nous avons reçu en juillet la mention « Best in Test » et avons été désignés comme le réseau 4G et 5G le plus fiable au Canada par umlaut, chef de file mondial de l'étalonnage des réseaux mobiles. Nous avons obtenu cette mention en Colombie-Britannique, en Alberta, en Ontario, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et au Québec, notamment à Vancouver, Edmonton, Calgary, Toronto, Ottawa et Montréal.
- Nous avons été désignés en juillet comme le fournisseur de services sans-fil et à large bande national le plus constant au Canada par Ookla, chef de file mondial en évaluation de réseaux à large bande et mobiles, ainsi que comme le fournisseur d'accès Internet le plus rapide en Ontario, au Nouveau-Brunswick et à Terre-Neuve-et-Labrador.
- Nous avons étendu notre réseau 5G, le plus vaste et fiable au Canada<sup>1</sup>, qui rejoint maintenant plus de 700 collectivités et plus de 50 % de la population, dont Selkirk et Steinbach, au Manitoba, St. Catharines, en Ontario, Saint John, au Nouveau-Brunswick et Halifax, en Nouvelle-Écosse. D'ici la fin de 2021, notre réseau 5G desservira plus de 1 000 collectivités, soit plus de 70 % de la population canadienne.
- Au cours des 18 derniers mois, nous avons activé et amélioré la connectivité dans plus de 1 000 collectivités. Cette opération s'est effectuée plus rapidement que jamais dans notre histoire, et nous augmentons encore le rythme de déploiement de notre réseau dans le but de joindre 750 autres collectivités d'ici la fin de 2021. Nos investissements permettront à plus de 500 000 ménages situés dans des collectivités rurales et mal desservies de profiter d'un service d'accès Internet fiable d'ici la fin de l'exercice.
- Nous avons annoncé la conclusion d'un partenariat avec le gouvernement de la Colombie-Britannique, visant l'élargissement du réseau 5G le long des autoroutes 95 et 97, et d'un autre avec la ville de Calgary, concernant son programme de mise au point d'une infrastructure sans fil qui amènera les avantages de la 5G aux résidents, aux visiteurs et aux entreprises de la ville.
- Nous avons noué un partenariat avec le groupe Mississaugas of the Credit First Nation pour offrir une connectivité par fibre optique jusqu'au domicile sur 30 kilomètres carrés et desservir plus de 275 ménages et entreprises de la collectivité.
- Nous nous sommes associés au Fonds pour la large bande universelle du gouvernement du Canada (le « Fonds ») pour offrir des services d'accès Internet haute vitesse dans les comtés de Carlsbad Springs et Simcoe, en Ontario, et nous avons annoncé que Cable Cable, propulsée par Rogers, avait conclu un partenariat avec le Fonds pour offrir les mêmes services aux résidents de Kirkfield et de Rosedale, en Ontario.

---

<sup>1</sup> Rogers s'est classée au premier rang dans le cadre de l'audit de performance sur les données mobiles dans les grandes villes canadiennes réalisé par umlaut au quatrième trimestre de 2020. Consultez [www.umlaut.com/en/benchmarking/canada](http://www.umlaut.com/en/benchmarking/canada).

- Nous avons annoncé que Ruralwave, propulsée par Rogers, travaillerait en partenariat avec le gouvernement du Canada afin d'offrir une connectivité Internet fiable aux communautés rurales de la région de Durham.
- Nous avons lancé des services d'accès sans fil fixes soutenus par la 5G pour offrir nos services d'accès Internet résidentiels dans plus de quartiers et procurer à nos clients une meilleure connexion à mesure que nous étendons notre réseau 5G à plus de collectivités.
- Nous avons offert la connectivité 5G à la toute première navette autonome propulsée par la 5G au Canada en collaboration avec l'Université de Waterloo et participé au premier vol d'un drone alimenté par la 5G au Canada en association avec l'Université de la Colombie-Britannique et InDro Robotics.

#### *Générer une croissance de premier plan dans chacun de nos secteurs d'activité*

- Nous avons lancé le service Élan Internet<sup>MC</sup> Gigabit 1.5 dans certaines régions, offrant à nos clients un service d'accès Internet encore plus rapide.
- Nous avons annoncé que Rogers service Affaires offrirait une connectivité haute vitesse par fibre optique à plus de 2 500 petites et moyennes entreprises ainsi qu'à des clients d'affaires et du secteur public situés à Calgary.
- Nous avons ajouté trois nouvelles applications aux services Télé Élan<sup>MC</sup> et Diffusion futée<sup>MC</sup> Élan<sup>MC</sup> : Spotify, iFood.tv, et Fawesome.tv.
- Nous avons lancé le produit de communications unifiées par infonuagique de Rogers service Affaires, un système de téléphonie par infonuagique comportant de nombreuses fonctions à l'intention des entreprises ayant des besoins complexes.
- Nous avons lancé un service d'itinérance 5G aux États-Unis le 24 juin en partenariat avec AT&T et un service d'itinérance au Canada pour les clients d'AT&T le 8 juillet.
- Nous avons conquis un auditoire record avec les matchs des séries éliminatoires de la Coupe Stanley 2021, notamment lors de la finale la plus regardée de l'histoire rassemblant une moyenne de 3,6 millions de téléspectateurs qui ont regardé sur Sportsnet le dernier affrontement entre les Canadiens de Montréal et le Lightning de Tampa Bay. Globalement, les séries éliminatoires de la Coupe Stanley 2021 ont attiré 26 millions de Canadiens, soit 70 % de la population du pays.
- Nous avons annoncé la construction au sein de nos installations de Toronto d'un nouveau studio de production interactif pour les matchs de la saison 2021-2022 de la LNH sur Sportsnet<sup>MC</sup>, qui sera doté de la technologie et de l'infrastructure les plus avancées.

#### *Produire les meilleurs rendements financiers du secteur pour nos actionnaires*

- Nous avons attiré 99 000 abonnés nets aux services postpayés de Sans-fil, 9 000 abonnés nets aux services d'accès Internet (y compris 15 000 abonnés nets aux services à large bande) et 66 000 abonnés nets à Télé Élan.
- Nous avons fait progresser le total des produits tirés des services de 12 % et le BAIIA ajusté, de 6 %.
- Nous avons dégagé des flux de trésorerie disponibles de 302 millions de dollars et des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation de 1 016 millions de dollars.

#### *Développer le potentiel de nos employés, les motiver et créer une culture inclusive favorisant le rendement élevé*

- En avril, nous avons été nommés, par Mediacorp Canada Inc., parmi les employeurs les plus écologiques au Canada en 2021 en reconnaissance de notre engagement en tant que chef de fil responsable sur le plan social et environnemental.
- Nous avons figuré, toujours en avril, au palmarès des 25 meilleurs employeurs au Canada de LinkedIn en raison de notre solide culture, de notre excellente expérience employé et de notre engagement envers la croissance et le perfectionnement.
- Nous avons continué à réaliser notre plan d'action de 2021 en matière d'inclusion et de diversité, notamment grâce à des événements ciblés et à une programmation soulignant le Mois du patrimoine asiatique, le Mois national de l'histoire autochtone, la Semaine nationale de l'accessibilité et la Fierté.

*Être un important chef de file sur le plan de la responsabilité sociale et environnementale dans nos communautés*

- Nous avons étoffé nos forfaits de service d'accès Internet dans le cadre du programme *Branché sur le succès*<sup>MC</sup>, grâce à l'ajout d'un forfait à 14,99 \$/mois proposant une vitesse de téléchargement de 50 Mb/s. Le programme compte maintenant quatre vitesses de téléchargement avec des forfaits allant de 9,99 \$/mois pour une vitesse de 25 Mb/s jusqu'à 34,99 \$/mois pour une vitesse de 150 Mb/s. Ces forfaits sont offerts aux locataires d'habitations subventionnées, aux aînés, aux familles ayant des enfants et aux bénéficiaires de prestations d'invalidité ou de soutien du revenu.
- Nous avons attribué des bourses Ted Rogers à plus de 375 étudiants de la cohorte de 2021 pour les aider à poursuivre leurs études postsecondaires et à réaliser tout leur potentiel. Ces étudiants proviennent de 125 collectivités canadiennes et presque les trois quarts se désignent comme des membres de groupes dignes d'équité (membres de la communauté noire, autochtone et racisée, LGBTQ2S+ et femmes).
- Nous avons élargi notre programme de téléphones et de forfaits afin d'offrir des milliers de téléphones et de tablettes à plus de 325 maisons d'hébergement et de transition pour femmes partout au Canada. Nous aurons également offert des milliers de forfaits gratuits d'ici la fin de 2021 à plus de 400 organismes qui viennent en aide aux Canadiens vulnérables pendant la pandémie de COVID-19.
- Nous nous sommes associés avec la Chambre de commerce de la région de Toronto pour soutenir le programme d'activation de la reprise économique, nommé Recovery Activation Program, qui aide les PME à évoluer et à mettre au point une stratégie de transformation numérique.
- Nos employés ont relevé le défi de faire 60 000 heures de bénévolat en 2020. Dans le respect des consignes de sécurité publique, ils ont offert leur temps pour changer réellement les choses dans les collectivités du Canada.

## Faits saillants financiers trimestriels

Notre solide situation financière nous permet d'accorder la priorité voulue aux mesures qu'il est nécessaire de prendre devant la COVID-19, de consentir des investissements hautement prioritaires dans notre réseau et de garder nos clients connectés en cette période difficile.

### Produits

Le total des produits s'est accru de 14 % pour le trimestre à l'étude, tous nos secteurs ayant enregistré une croissance.

Les produits tirés des services de Sans-fil ont augmenté de 2 % pour le trimestre considéré, sous l'effet principalement de l'accroissement du nombre d'abonnés aux services postpayés et de la hausse des produits tirés des services d'itinérance par suite de l'allègement des restrictions imposées aux voyages internationaux par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, marqué par le début de la pandémie de COVID-19; ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le recul des produits tirés de l'utilisation excédentaire des données découlant essentiellement de l'adoption progressive de nos forfaits de données illimitées Infini de Rogers<sup>MC</sup>. Les produits tirés du matériel de Sans-fil ont augmenté par suite de la hausse du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants et des ajouts bruts d'abonnés.

Les produits de Cable ont augmenté de 5 % pour le trimestre considéré sous l'effet de l'activité promotionnelle ordonnée, des modifications apportées à la tarification des services à la fin de 2020 et de la progression du nombre d'abonnés aux services d'accès Internet et à Télé Élan.

Les produits de Media ont augmenté de 84 % au cours du trimestre, ce qui est attribuable surtout à la hausse des produits tirés de la publicité et de ceux provenant des Blue Jays de Toronto<sup>MC</sup> découlant de la reprise du sport en direct après l'allègement des restrictions imposées à cause de la COVID-19.

### BAIIA ajusté et marges

Le BAIIA ajusté consolidé a augmenté de 6 % pour le trimestre à l'étude, et la marge du BAIIA ajusté a diminué de 260 points de base sous l'effet du secteur Media.

Le BAIIA ajusté de Sans-fil a augmenté de 10 %, surtout grâce à la baisse des créances douteuses, alors que nous avons comptabilisé une provision à l'exercice précédent en raison de l'incertitude économique entourant la COVID-19, et à l'effet de la croissance des produits tirés des services. La marge du BAIIA ajusté sur les produits tirés des services s'est donc établie à 62,4 %, soit une hausse de 420 points de base par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté de Cable a augmenté de 8 % pour le trimestre considéré, essentiellement grâce à la hausse des produits tirés des services mentionnée ci-dessus. La marge du BAIIA ajusté s'est établie à 48,6 % pour le trimestre, soit une hausse de 160 points de base par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté de Media a diminué de 114 %, ou 40 millions de dollars, pour le trimestre considéré, essentiellement à cause de la hausse des dépenses liées à la programmation et à la production d'événements sportifs et de l'augmentation des salaires des joueurs des Blue Jays de Toronto découlant de la reprise du sport en direct et des produits tirés des jours de match très limités, facteurs en partie compensés par la hausse des produits mentionnée ci-dessus.

## **Bénéfice net et résultat net ajusté**

Le bénéfice net et le résultat net ajusté ont progressé de 8 % et de 25 %, respectivement, pour le trimestre à l'étude grâce à la hausse du BAIIA ajusté, en partie annulée par l'accroissement de la charge d'impôt sur le résultat. L'augmentation du bénéfice net s'explique aussi par la hausse des frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges.

## **Flux de trésorerie et liquidités disponibles**

Au cours du trimestre à l'étude, nous avons dégagé des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles de 1 016 millions de dollars, en baisse de 29 %, et des flux de trésorerie disponibles de 302 millions de dollars, en baisse de 35 %, par suite d'une augmentation de l'impôt sur le résultat en trésorerie et des dépenses d'investissement.

Au 30 juin 2021, nos liquidités disponibles se chiffraient à 6,9 milliards de dollars, dont 0,9 milliard de dollars en trésorerie et équivalents de trésorerie et une somme globale de 6,0 milliards de dollars de fonds accessibles au moyen de nos facilités de crédit bancaire et de notre programme de titrisation des créances. Au cours du trimestre, nous avons contracté une facilité de crédit non renouvelable de 1,6 milliard de dollars américains et fait passer à 4 milliards de dollars la limite de notre facilité de crédit renouvelable. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour obtenir plus de précisions.

Nous avons aussi versé aux actionnaires des dividendes de 252 millions de dollars pour le trimestre à l'étude et déclaré un dividende de 0,50 \$ par action le 20 juillet 2021.

## **Transaction visant Shaw**

Le 15 mars 2021, nous avons annoncé la conclusion d'une entente avec Shaw Communications Inc. (« Shaw ») visant l'acquisition de la totalité des actions participatives de catégorie A et des actions participatives sans droit de vote de catégorie B émises et en circulation de Shaw au prix de 40,50 \$ par action en trésorerie, à l'exception des actions détenues par la fiducie entre vifs de la famille Shaw, l'actionnaire majoritaire de Shaw, ainsi que par des personnes liées (les « actionnaires de la famille Shaw »). Les actionnaires de la famille Shaw recevront 60 % de leur contrepartie sous forme d'actions ordinaires sans droit de vote de catégorie B de RCI selon le cours moyen pondéré en fonction du volume de ces actions pour les dix jours de bourse se terminant le 12 mars 2021, et le solde en trésorerie. L'acquisition (la « transaction ») est évaluée à environ 26 milliards de dollars, y compris la prise en charge de la dette d'environ 6 milliards de dollars de Shaw.

La transaction sera réalisée au moyen d'un plan d'arrangement approuvé par le tribunal en vertu de la loi intitulée *Business Corporations Act* (Alberta). Le 20 mai 2021, les actionnaires de Shaw ont voté en faveur de l'approbation de la transaction lors d'une assemblée extraordinaire des actionnaires. La Cour du Banc de la Reine de l'Alberta a rendu une ordonnance définitive approuvant la transaction le 25 mai 2021. La transaction est assujettie à d'autres conditions de clôture habituelles, notamment les approbations pertinentes et l'expiration de certains délais d'attente en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion* (Canada), de la *Loi sur la concurrence* (Canada) et de la *Loi sur la radiocommunication* (Canada) (collectivement, les « approbations des principales autorités de réglementation »). Sous réserve de l'obtention de toutes les approbations requises, la clôture de transaction devrait avoir lieu au premier semestre de 2022.

La société issue du regroupement aura la portée, les actifs et les moyens requis pour investir comme jamais dans les réseaux à large bande sans fil et filaire, pour mettre au point et développer de nouveaux services de télécommunications, et pour offrir un plus grand choix aux consommateurs et aux entreprises d'ici. Dans le cadre de la transaction, la société issue du regroupement investira 2,5 milliards de dollars pour bâtir des réseaux 5G dans l'Ouest canadien au cours des cinq prochaines années. De plus, Rogers s'engage à créer le nouveau Fonds Rogers pour la connectivité rurale et autochtone et à y verser 1 milliard de dollars. Cette initiative visera à offrir un accès à

Internet haute vitesse aux communautés rurales, éloignées et autochtones de l'Ouest canadien et à combler plus rapidement l'écart en matière de connectivité dans les régions sous-desservies.

En parallèle avec la transaction, nous avons signé une lettre d'engagement exécutoire avec un consortium de banques visant une facilité de crédit consentie d'un montant initial maximal de 19 milliards de dollars. Au cours du trimestre, nous avons contracté une facilité de crédit non renouvelable de 6 milliards de dollars (la « facilité de crédit à terme liée à Shaw »), qui servira à ramener à 13 milliards de dollars le montant disponible aux termes de la facilité de crédit consentie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour obtenir plus de précisions sur la facilité de crédit consentie et la facilité de crédit à terme liée à Shaw. Nous prévoyons aussi que RCI reprendra les billets de premier rang de Shaw ou garantira les obligations de paiement de Shaw aux termes de ces billets de premier rang à la conclusion de la transaction et que, dans les deux cas, RCCI garantira les obligations de paiement de Shaw aux termes des billets de premier rang.

La transaction présente un certain nombre de risques additionnels. Pour en savoir plus, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mise à jour sur les risques et les incertitudes – Transaction visant Shaw ».

## Sommaire des résultats financiers consolidés

(en millions de dollars, sauf les marges et les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2021	2020	Variation en %	2021	2020	Variation en %
Produits						
Sans-fil	<b>2 064</b>	1 934	7	<b>4 138</b>	4 011	3
Cable	<b>1 013</b>	966	5	<b>2 033</b>	1 939	5
Media	<b>546</b>	296	84	<b>986</b>	708	39
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	<b>(41)</b>	(41)	–	<b>(87)</b>	(87)	–
Produits	<b>3 582</b>	3 155	14	<b>7 070</b>	6 571	8
Total des produits tirés des services <sup>1</sup>	<b>3 131</b>	2 797	12	<b>6 152</b>	5 846	5
BAlIA ajusté <sup>2</sup>						
Sans-fil	<b>1 008</b>	918	10	<b>2 021</b>	1 944	4
Cable	<b>492</b>	454	8	<b>979</b>	907	8
Media	<b>(75)</b>	(35)	114	<b>(134)</b>	(120)	12
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	<b>(51)</b>	(43)	19	<b>(101)</b>	(102)	(1)
BAlIA ajusté <sup>2</sup>	<b>1 374</b>	1 294	6	<b>2 765</b>	2 629	5
Marge du BAlIA ajusté <sup>2</sup>	<b>38,4 %</b>	41,0 %	(2,6) pts	<b>39,1 %</b>	40,0 %	(0,9) pt
Bénéfice net	<b>302</b>	279	8	<b>663</b>	631	5
Bénéfice de base par action	<b>0,60 \$</b>	0,55 \$	9	<b>1,31 \$</b>	1,25 \$	5
Bénéfice dilué par action	<b>0,60 \$</b>	0,54 \$	11	<b>1,31 \$</b>	1,21 \$	8
Résultat net ajusté <sup>2</sup>	<b>387</b>	310	25	<b>781</b>	677	15
Résultat par action de base ajusté <sup>2</sup>	<b>0,77 \$</b>	0,61 \$	26	<b>1,55 \$</b>	1,34 \$	16
Résultat par action dilué ajusté <sup>2</sup>	<b>0,76 \$</b>	0,60 \$	27	<b>1,54 \$</b>	1,30 \$	18
Dépenses d'investissement	<b>719</b>	559	29	<b>1 203</b>	1 152	4
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	<b>1 016</b>	1 429	(29)	<b>1 695</b>	2 388	(29)
Flux de trésorerie disponibles <sup>2</sup>	<b>302</b>	468	(35)	<b>696</b>	930	(25)

<sup>1</sup> Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

<sup>2</sup> Le BAlIA ajusté, le résultat net ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, sur la façon dont nous les calculons et les ratios auxquels elles servent.



## Résultats de nos secteurs à présenter

### SANS-FIL

#### Résultats financiers de Sans-fil

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2021	2020	Variation en %	2021	2020	Variation en %
Produits						
Produits tirés des services	<b>1 616</b>	1 578	2	<b>3 225</b>	3 290	(2)
Produits tirés du matériel	<b>448</b>	356	26	<b>913</b>	721	27
Produits	<b>2 064</b>	1 934	7	<b>4 138</b>	4 011	3
Charges opérationnelles						
Coût du matériel	<b>455</b>	337	35	<b>921</b>	711	30
Autres charges opérationnelles	<b>601</b>	679	(11)	<b>1 196</b>	1 356	(12)
Charges opérationnelles	<b>1 056</b>	1 016	4	<b>2 117</b>	2 067	2
BAlIA ajusté	<b>1 008</b>	918	10	<b>2 021</b>	1 944	4
Marge du BAlIA ajusté sur les produits tirés des services <sup>1</sup>	<b>62,4 %</b>	58,2	4,2 pts	<b>62,7 %</b>	59,1 %	3,6 pts
Marge du BAlIA ajusté <sup>2</sup>	<b>48,8 %</b>	47,5 %	1,3 pt	<b>48,8 %</b>	48,5 %	0,3 pt
Dépenses d'investissement	<b>424</b>	254	67	<b>649</b>	535	21

<sup>1</sup> Calculée à l'aide des produits tirés des services.

<sup>2</sup> Calculée à l'aide des produits totaux.

#### Résultats d'abonnements de Sans-fil <sup>1</sup>

(en milliers, sauf les taux d'attrition, le MFMPA mixte et les PMPA mixtes)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2021	2020	Variation	2021	2020	Variation
Services postpayés						
Ajouts bruts d'abonnés	<b>332</b>	216	116	<b>633</b>	473	160
Ajouts nets (réductions nettes) d'abonnés	<b>99</b>	(1)	100	<b>143</b>	(7)	150
Total des abonnés aux services postpayés <sup>2</sup>	<b>9 826</b>	9 431	395	<b>9 826</b>	9 431	395
Attrition (mensuelle)	<b>0,80 %</b>	0,77 %	0,03 pt	<b>0,84 %</b>	0,85 %	(0,01)pt
Services prépayés						
Ajouts bruts d'abonnés	<b>107</b>	119	(12)	<b>213</b>	260	(47)
Réductions nettes d'abonnés	<b>(28)</b>	(66)	38	<b>(84)</b>	(132)	48
Total des abonnés aux services prépayés <sup>2</sup>	<b>1 176</b>	1 270	(94)	<b>1 176</b>	1 270	(94)
Attrition (mensuelle)	<b>3,75 %</b>	4,73 %	(0,98)pt	<b>4,06 %</b>	4,86 %	(0,80)pt
MFMPA mixte (mensuel)	<b>62,40 \$</b>	61,57 \$	0,83 \$	<b>62,25 \$</b>	63,37 \$	(1,12)\$
PMPA mixtes (mensuels)	<b>49,16 \$</b>	49,09 \$	0,07 \$	<b>49,12 \$</b>	50,98 \$	(1,86)\$

<sup>1</sup> Le nombre d'abonnés, le taux d'attrition, le MFMPA mixte et les PMPA mixtes sont des indicateurs clés de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

<sup>2</sup> À la clôture de la période.

## **Produits tirés des services**

Les produits tirés des services ont augmenté de 2 % et les PMPA mixtes sont restés stables au cours du trimestre considéré, sous l'effet des facteurs suivants :

- l'accroissement du nombre d'abonnés aux services postpayés;
- la hausse des produits tirés des services d'itinérance par suite de l'allègement des restrictions imposées aux voyages internationaux par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, marqué par le début de la COVID-19;
- facteurs en partie contrebalancés par une baisse des produits tirés des frais d'utilisation excédentaire par suite d'un fort taux d'adoption par les clients de nos forfaits de données illimitées Infini de Rogers.

La baisse de 2 % des produits tirés des services et celle de 4 % des PMPA mixtes observées pour le semestre à l'étude s'expliquent par la diminution des produits tirés des services d'itinérance, car des restrictions plus strictes étaient imposées aux voyages internationaux au premier trimestre de 2021.

L'augmentation de 1 % du MFMPA mixte pour le trimestre à l'étude est attribuable à une hausse des produits tirés des services d'itinérance. La diminution de 2 % pour le semestre est imputable essentiellement à une baisse des produits tirés des frais d'utilisation excédentaire et des services d'itinérance, facteur en partie compensé par une tendance générale des abonnés à faire financer leurs achats d'appareils à valeur plus élevée, qui se poursuit.

Pour les services postpayés, la hausse des ajouts bruts d'abonnés, celle des ajouts nets d'abonnés et le taux d'attrition très satisfaisant inscrit au cours du trimestre et du semestre à l'étude sont attribuables à la qualité des services offerts et à une intensification de l'activité des Canadiens sur le marché.

## **Produits tirés du matériel**

La hausse de 26 % des produits tirés du matériel pour le trimestre considéré et celle de 27 % pour le semestre découlent des éléments suivants :

- la hausse du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants;
- une augmentation des ajouts bruts d'abonnés.

## **Charges opérationnelles**

### *Coût du matériel*

La hausse de 35 % du coût du matériel pour le trimestre considéré et celle de 30 % pour le semestre s'expliquent par les facteurs ayant influé sur les produits tirés du matériel mentionnés ci-dessus.

La tendance des clients à faire financer leurs achats d'appareils, qui se poursuit, s'est traduite par une amélioration générale de la marge sur les produits tirés du matériel.

### *Autres charges opérationnelles*

La diminution de 11 % des autres charges opérationnelles pour le trimestre à l'étude et celle de 12 % pour le semestre font suite essentiellement aux éléments suivants :

- la baisse des créances douteuses, alors que nous avons comptabilisé une provision à l'exercice précédent en raison de l'incertitude économique entourant la COVID-19;
- diverses mesures de réduction des coûts et d'amélioration de la productivité.

## **BAIIA ajusté**

La progression de 10 % du BAIIA ajusté pour le trimestre considéré et celle de 4 % pour le semestre sont le résultat des variations des produits et des charges décrites plus haut.

## CABLE

### Résultats financiers de Cable

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2021	2020	Variation en %	2021	2020	Variation en %
Produits						
Produits tirés des services	<b>1 010</b>	964	5	<b>2 028</b>	1 935	5
Produits tirés du matériel	<b>3</b>	2	50	<b>5</b>	4	25
Produits	<b>1 013</b>	966	5	<b>2 033</b>	1 939	5
Charges opérationnelles	<b>521</b>	512	2	<b>1 054</b>	1 032	2
BAlIA ajusté	<b>492</b>	454	8	<b>979</b>	907	8
Marge du BAlIA ajusté	<b>48,6 %</b>	47,0 %	1,6 pt	<b>48,2 %</b>	46,8 %	1,4 pt
Dépenses d'investissement	<b>227</b>	245	(7)	<b>439</b>	496	(11)

### Résultats d'abonnements de Cable <sup>1</sup>

(en milliers, sauf les PMPC et la pénétration)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2021	2020	Variation	2021	2020	Variation
Services d'accès Internet <sup>2</sup>						
Ajouts nets d'abonnés	<b>9</b>	5	4	<b>23</b>	22	1
Nombre total d'abonnés aux services d'accès Internet <sup>3</sup>	<b>2 621</b>	2 556	65	<b>2 621</b>	2 556	65
Télé Élan						
Ajouts nets d'abonnés	<b>66</b>	18	48	<b>124</b>	109	15
Nombre total d'abonnés à Télé Élan <sup>3</sup>	<b>668</b>	435	233	<b>668</b>	435	233
Foyers branchés <sup>3</sup>	<b>4 611</b>	4 517	94	<b>4 611</b>	4 517	94
Relations clients						
Ajouts nets (réductions nettes) d'abonnés	<b>7</b>	(7)	14	<b>13</b>	(5)	18
Total des relations clients <sup>3</sup>	<b>2 543</b>	2 505	38	<b>2 543</b>	2 505	38
PMPC (mensuels)	<b>132,83 \$</b>	128,12 \$	4,71 \$	<b>133,40 \$</b>	128,53 \$	4,87
Pénétration <sup>3</sup>	<b>55,2 %</b>	55,5 %	(0,3)pt	<b>55,2 %</b>	55,5 %	(0,3)pt

<sup>1</sup> Les résultats relatifs aux abonnés sont un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

<sup>2</sup> Les résultats relatifs aux services d'accès Internet comprennent les abonnés au Système de domotique Rogers.

<sup>3</sup> À la clôture de la période.

### Produits tirés des services

La hausse de 5 % des produits tirés des services du trimestre et du semestre considérés est attribuable aux facteurs suivants :

- une augmentation de 4 % pour le trimestre et le semestre des PMPC en raison de l'activité promotionnelle ordonnée et des changements apportés à la tarification des services d'accès Internet et des services de télévision traditionnels à la fin de 2020;
- une augmentation de la valeur totale des relations clients par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent attribuable à la progression du nombre d'abonnés aux services d'accès Internet et à Télé Élan<sup>MC</sup>;
- facteurs en partie contrebalancés par la diminution du nombre d'abonnés aux anciens services de télévision et de téléphonie.

Nous sommes restés fidèles à notre plan d'action visant le service résidentiel branché, dont le produit phare est le service Télé Élan. Au cours des douze derniers mois, le nombre d'abonnés à Télé Élan a considérablement augmenté. Les étapes suivantes de ce plan d'action visant à aider nos clients à rester connectés consisteront notamment à ajouter des applications et du contenu à Télé Élan et à introduire de nouveaux produits.

### **Charges opérationnelles**

Les charges opérationnelles ont augmenté de 2 % au cours du trimestre et du semestre considérés en raison de la hausse des coûts liés à l'accroissement des produits. Au deuxième trimestre de 2020, les charges opérationnelles avaient aussi subi les répercussions de la hausse des créances douteuses associée au risque accru découlant de la COVID-19.

### **BAIIA ajusté**

Le BAIIA ajusté a augmenté de 8 % au cours du trimestre et du semestre à l'étude en raison des variations des produits tirés des services et des charges susmentionnées.

## MEDIA

### Résultats financiers de Media

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2021	2020	Variation en %	2021	2020	Variation en %
Produits	<b>546</b>	296	84	<b>986</b>	708	39
Charges opérationnelles	<b>621</b>	331	88	<b>1 120</b>	828	35
BAIIA ajusté	<b>(75)</b>	(35)	114	<b>(134)</b>	(120)	12
Marge du BAIIA ajusté	<b>(13,7) %</b>	(11,8) %	(1,9) pt	<b>(13,6) %</b>	(16,9) %	3,3 pts
Dépenses d'investissement	<b>36</b>	13	177	<b>54</b>	25	116

#### Produits

Les produits ont progressé de 84 % au cours du trimestre considéré et de 39 % pour le semestre à l'étude en raison des facteurs suivants :

- la hausse des produits tirés de la publicité et de ceux provenant des Blue Jays de Toronto découlant de la reprise du sport en direct après l'allègement des restrictions imposées à cause de la COVID-19;
- l'augmentation des produits tirés de Today's Shopping Choice<sup>MC</sup>.

#### Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont augmenté de 88 % pour le trimestre à l'étude et de 35 % pour le semestre considéré sous l'effet des facteurs suivants :

- la hausse des dépenses liées à la programmation et à la production d'événements sportifs et l'augmentation des salaires des joueurs des Blue Jays de Toronto découlant de la reprise du sport en direct;
- la hausse du coût des ventes de Today's Shopping Choice, qui cadre avec l'augmentation des produits mentionnée ci-dessus.

#### BAIIA ajusté

Le recul du BAIIA ajusté pour le trimestre et le semestre considérés est le résultat des variations des produits et des charges décrites plus haut.

## DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

(en millions de dollars, sauf l'intensité du capital)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2021	2020	Variation en %	2021	2020	Variation en %
Sans-fil	424	254	67	649	535	21
Cable	227	245	(7)	439	496	(11)
Media	36	13	177	54	25	116
Siège social	32	47	(32)	61	96	(36)
Dépenses d'investissement <sup>1</sup>	719	559	29	1 203	1 152	4
Intensité du capital <sup>2</sup>	20,1 %	17,7 %	2,4 pts	17,0 %	17,5 %	(0,5) pt

<sup>1</sup> Comprennent les entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences de spectre ni des entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation.

<sup>2</sup> Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

### Sans-fil

L'augmentation des dépenses d'investissement de Sans-fil pour le trimestre et le semestre considérés découle des investissements consacrés à la mise à niveau de notre réseau sans fil pour que nous puissions continuer d'offrir à nos clients une performance fiable. Nous nous concentrons toujours sur les travaux de déploiement de la 5G sur la bande de 600 MHz et d'autres bandes pour étendre notre réseau 5G à plus de 700 collectivités et nous avons poursuivi le déploiement de notre réseau central autonome 5G à Montréal, à Ottawa, à Toronto et à Vancouver.

### Cable

La diminution des dépenses d'investissement de Cable pour le trimestre et le semestre considérés découle de la baisse des investissements consacrés à notre infrastructure de réseau à mesure de la rentabilisation des investissements et de l'amélioration de l'intensité du capital. Nous avons poursuivi la mise à niveau de notre infrastructure de réseau, comme les déploiements additionnels de fibre optique visant à étendre nos réseaux de distribution par fibre optique jusqu'au domicile et par fibre optique jusqu'au point de concentration. Les mises à niveau viendront réduire le nombre de foyers branchés par nœud et intégreront les technologies les plus récentes qui contribueront à procurer plus de bande passante et une expérience client encore plus fiable, à mesure que nous réalisons notre plan d'action visant le service résidentiel branché, lequel vise l'expansion de notre territoire de desserte et des mises à niveau de la plateforme DOCSIS 3.1 afin de pouvoir offrir des vitesses de téléchargement accrues au fil du temps.

### Media

L'augmentation des dépenses d'investissement du secteur Media pour le trimestre et le semestre à l'étude découle principalement de la hausse des dépenses d'investissement consacrées à l'infrastructure de diffusion, notamment aux nouveaux studios de production.

### Siège social

La diminution des dépenses d'investissement du siège social pour le trimestre et le semestre à l'étude découle de la baisse des investissements consentis dans nos installations immobilières.

### Intensité du capital

L'augmentation de l'intensité du capital pour le trimestre à l'étude et sa diminution pour le semestre considéré sont le résultat des variations des produits et des dépenses d'investissement décrites plus haut.

## Revue de la performance consolidée

La présente rubrique analyse notre bénéfice net consolidé ainsi que d'autres produits et charges qui n'ont pas été analysés au préalable.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2021	2020	Variation en %	2021	2020	Variation en %
BAlIA ajusté <sup>1</sup>	<b>1 374</b>	1 294	6	<b>2 765</b>	2 629	5
Déduire (ajouter) :						
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	<b>647</b>	650	–	<b>1 285</b>	1 289	–
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	<b>115</b>	42	174	<b>160</b>	63	154
Charges financières	<b>206</b>	214	(4)	<b>424</b>	434	(2)
Autres (produits) charges	<b>(7)</b>	7	n. s.	<b>(6)</b>	(7)	(14)
Charge d'impôt sur le résultat	<b>111</b>	102	9	<b>239</b>	219	9
<b>Bénéfice net</b>	<b>302</b>	279	8	<b>663</b>	631	5

n. s. – non significatif

<sup>1</sup> Le BAlIA ajusté est une mesure non conforme aux PCGR qui ne doit pas être considérée comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Cette mesure n'est pas définie en vertu des IFRS et n'a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette mesure et sur la façon dont nous la calculons.

### Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2021	2020	Variation en %	2021	2020	Variation en %
Amortissement des immobilisations corporelles	<b>582</b>	594	(2)	<b>1 159</b>	1 182	(2)
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	<b>61</b>	54	13	<b>119</b>	102	17
Amortissement des immobilisations incorporelles	<b>4</b>	2	100	<b>7</b>	5	40
<b>Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, montant total</b>	<b>647</b>	650	–	<b>1 285</b>	1 289	–

### Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges

Pour le trimestre et le semestre à l'étude, nous avons engagé 115 millions de dollars et 160 millions de dollars (42 millions de dollars et 63 millions de dollars en 2020), respectivement, en frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges. En 2021, ces frais se composaient principalement d'indemnités de départ liées à la restructuration ciblée de nos effectifs, de certains frais de résiliation de contrats, de certains coûts liés à la transaction visant Shaw et d'autres coûts. En 2020, ces frais comprenaient principalement les coûts supplémentaires et les frais de rémunération attribuables aux postes temporaires occasionnés par la COVID-19.

## Charges financières

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2021	2020	Variation en %	2021	2020	Variation en %
Intérêts sur les emprunts <sup>1</sup>	<b>181</b>	197	(8)	<b>373</b>	389	(4)
Intérêts sur les obligations locatives	<b>18</b>	18	–	<b>36</b>	35	3
Intérêts sur le passif au titre des avantages postérieurs à l'emploi	<b>3</b>	4	(25)	<b>7</b>	7	–
(Profit) perte de change	<b>(7)</b>	(23)	(70)	<b>(10)</b>	109	n. s.
Variation de la juste valeur des instruments dérivés	<b>7</b>	17	(59)	<b>12</b>	(109)	n. s.
Intérêts inscrits à l'actif	<b>(3)</b>	(5)	(40)	<b>(7)</b>	(10)	(30)
Autres	<b>7</b>	6	17	<b>13</b>	13	–
<b>Total des charges financières</b>	<b>206</b>	214	(4)	<b>424</b>	434	(2)

<sup>1</sup> Les intérêts sur les emprunts comprennent les intérêts sur les emprunts à court terme et sur la dette à long terme.

## Charge d'impôt sur le résultat

(en millions de dollars, sauf les taux d'impôt)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Taux d'impôt prévu par la loi	<b>26,5 %</b>	26,6 %	<b>26,5 %</b>	26,6 %
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	<b>413</b>	381	<b>902</b>	850
Charge d'impôt sur le résultat calculée	<b>109</b>	101	<b>239</b>	226
Augmentation (diminution) de la charge d'impôt découlant de ce qui suit :				
Rémunération fondée sur des actions non déductible (non imposable)	<b>4</b>	(1)	<b>3</b>	(3)
Partie non déductible des pertes au titre des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence	<b>1</b>	3	<b>4</b>	2
Autres éléments	<b>(3)</b>	(1)	<b>(7)</b>	(6)
<b>Total de la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>111</b>	102	<b>239</b>	219
Taux d'impôt effectif	<b>26,9 %</b>	26,8 %	<b>26,5 %</b>	25,8
Impôt sur le résultat en trésorerie payé	<b>175</b>	75	<b>500</b>	168

L'impôt sur le résultat en trésorerie a augmenté au cours du trimestre et du semestre à l'étude, principalement en raison du calendrier des versements d'acomptes provisionnels et de notre passage à un modèle d'entreprise axé sur le financement d'appareils, ce qui nous a amenés à comptabiliser plus tôt les produits tirés du matériel aux fins du calcul de l'impôt.

## Bénéfice net

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2021	2020	Variation en %	2021	2020	Variation en %
Bénéfice net	<b>302</b>	279	8	<b>663</b>	631	5
Bénéfice de base par action	<b>0,60 \$</b>	0,55 \$	9	<b>1,31 \$</b>	1,25 \$	5
Bénéfice dilué par action	<b>0,60 \$</b>	0,54 \$	11	<b>1,31 \$</b>	1,21 \$	8



## Résultat net ajusté

La façon dont nous calculons le résultat net ajusté à partir du BAIIA ajusté se présente comme suit :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2021	2020	Variation en %	2021	2020	Variation en %
BAIIA ajusté <sup>1</sup>	<b>1 374</b>	1 294	6	<b>2 765</b>	2 629	5
Déduire :						
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	<b>647</b>	650	–	<b>1 285</b>	1 289	–
Charges financières	<b>206</b>	214	(4)	<b>424</b>	434	(2)
Autres (produits) charges	<b>(7)</b>	7	n.s.	<b>(6)</b>	(7)	(14)
Charge d'impôt sur le résultat <sup>2</sup>	<b>141</b>	113	25	<b>281</b>	236	19
Résultat net ajusté <sup>1</sup>	<b>387</b>	310	25	<b>781</b>	677	15
Résultat par action de base ajusté <sup>1</sup>	<b>0,77 \$</b>	0,61 \$	26	<b>1,55 \$</b>	1,34 \$	16
Résultat par action dilué ajusté <sup>1</sup>	<b>0,76 \$</b>	0,60 \$	27	<b>1,54 \$</b>	1,30 \$	18

<sup>1</sup> Le BAIIA ajusté et le résultat net ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, sur la façon dont nous les calculons et les ratios auxquels elles servent.

<sup>2</sup> La charge d'impôt sur le résultat ne tient pas compte des recouvrements de 30 millions de dollars et de 42 millions de dollars pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2021 (11 millions de dollars et 17 millions de dollars en 2020), respectivement, liés à l'incidence fiscale des éléments ajustés.

## Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières

### Activités opérationnelles, activités d'investissement et activités de financement

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant la variation de la valeur nette des actifs et passifs d'exploitation, l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	<b>1 195</b>	1 255	<b>2 602</b>	2 639
Variation de la valeur nette des actifs et passifs d'exploitation	<b>194</b>	447	<b>7</b>	315
Impôt sur le résultat payé	<b>(175)</b>	(75)	<b>(500)</b>	(168)
Intérêts payés	<b>(198)</b>	(198)	<b>(414)</b>	(398)
<b>Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles</b>	<b>1 016</b>	1 429	<b>1 695</b>	2 388
Activités d'investissement				
Dépenses d'investissement	<b>(719)</b>	(559)	<b>(1 203)</b>	(1 152)
Entrées de droits de diffusion	<b>(11)</b>	(7)	<b>(23)</b>	(22)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux dépenses d'investissement et aux immobilisations incorporelles	<b>148</b>	(25)	<b>32</b>	(154)
Autres	<b>22</b>	(9)	<b>16</b>	(28)
<b>Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement</b>	<b>(560)</b>	(600)	<b>(1 178)</b>	(1 356)
Activités de financement				
Remboursements sur les emprunts à court terme, montant net	<b>(25)</b>	(310)	<b>(3)</b>	(1 727)
(Remboursements sur les) émissions de titres d'emprunt à long terme, montant net	<b>–</b>	(345)	<b>(1 450)</b>	2 540
(Paiements versés) produit reçu au règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme, montant net	<b>(3)</b>	(10)	<b>(5)</b>	80
Coûts de transaction engagés	<b>(11)</b>	(5)	<b>(11)</b>	(21)
Remboursements du principal des obligations locatives	<b>(61)</b>	(48)	<b>(123)</b>	(98)
Dividendes payés	<b>(252)</b>	(252)	<b>(504)</b>	(505)
<b>(Sorties) entrées de trésorerie liées aux activités de financement</b>	<b>(352)</b>	(970)	<b>(2 096)</b>	269
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	<b>104</b>	(141)	<b>(1 579)</b>	1 301
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	<b>801</b>	1 936	<b>2 484</b>	494
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>	<b>905</b>	1 795	<b>905</b>	1 795

### Activités opérationnelles

La diminution de 29 % des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles pour le trimestre et le semestre considérés est due principalement à l'augmentation de l'impôt sur le résultat payé et à la réduction du financement apporté par la valeur nette des actifs d'exploitation en raison des effets de la COVID-19 l'an dernier.

### Activités d'investissement

#### Dépenses d'investissement

Au cours du trimestre et du semestre à l'étude, nous avons engagé des dépenses d'investissement de 719 millions de dollars et de 1 203 millions de dollars, respectivement, avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Dépenses d'investissement » pour en savoir plus à ce sujet.

## Activités de financement

Pendant le trimestre et le semestre à l'étude, nous avons payé des sommes nettes de 39 millions de dollars et de 1 469 millions de dollars (payé des sommes nettes de 670 millions de dollars et reçu des sommes nettes de 872 millions de dollars en 2020), respectivement, sur nos emprunts à court terme, notre dette à long terme et les dérivés s'y rattachant, déduction faite des coûts de transaction payés. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements sur les flux de trésorerie se rapportant à nos instruments dérivés.

### Emprunts à court terme

Nos emprunts à court terme comprennent les montants à payer aux termes de notre programme de titrisation des créances et de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos emprunts à court terme au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020.

(en millions de dollars)	Au 30 juin <b>2021</b>	Au 31 décembre 2020
Programme de titrisation des créances	<b>800</b>	650
Programme de papier commercial libellé en dollars américains (après l'escompte à l'émission)	<b>407</b>	571
Total des emprunts à court terme	<b>1 207</b>	1 221

Les tableaux ci-dessous présentent un sommaire de l'évolution de nos emprunts à court terme pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2021 et 2020.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2021			Semestre clos le 30 juin 2021		
	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)
Produit reçu sur le papier commercial libellé en dollars américains	<b>300</b>	<b>1,233</b>	<b>370</b>	<b>820</b>	<b>1,254</b>	<b>1 028</b>
Remboursements sur le programme de papier commercial libellé en dollars américains	<b>(320)</b>	<b>1,234</b>	<b>(395)</b>	<b>(940)</b>	<b>1,256</b>	<b>(1 181)</b>
Remboursements sur le papier commercial libellé en dollars américains, montant net			<b>(25)</b>			<b>(153)</b>
Produit reçu de la titrisation de créances			-			<b>150</b>
Produit reçu de la titrisation de créances, montant net			-			<b>150</b>
Remboursements sur les emprunts à court terme, montant net			<b>(25)</b>			<b>(3)</b>

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2020			Semestre clos le 30 juin 2020		
	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)
Produit reçu sur le papier commercial libellé en dollars américains	189	1,413	267	2 867	1,333	3 823
Remboursements sur le programme de papier commercial libellé en dollars américains	(412)	1,400	(577)	(4 097)	1,355	(5 550)
Remboursements sur le papier commercial libellé en dollars américains, montant net			(310)			(1 727)
Remboursements sur les emprunts à court terme, montant net			(310)			(1 727)

Parallèlement aux émissions de papier commercial libellé en dollars américains, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de couvrir le risque de change associé au principal et aux intérêts sur les instruments d'emprunt émis. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir un complément d'information.

Au cours du trimestre à l'étude, nous avons contracté des facilités de crédit non renouvelables dont les limites totalisent 1,6 milliard de dollars américains et qui viennent à échéance en juin 2022. Tous les montants prélevés aux termes de ces facilités seront comptabilisés dans les emprunts à court terme puisqu'ils seront exigibles au cours des 12 mois suivants. Les emprunts effectués sur ces facilités ont pour seule garantie le nantissement fourni par RCCI et ont égalité de rang avec l'ensemble des autres billets et débentures de premier rang. Au 30 juin 2021, aucun montant n'avait été prélevé sur ces facilités.

Au cours du premier trimestre, en parallèle avec la transaction, nous avons signé une lettre d'engagement exécutoire avec un consortium de banques visant une facilité de crédit consentie d'un montant pouvant aller jusqu'à 19 milliards de dollars. Le montant engagé demeure assujéti au respect de conditions relatives à l'efficacité et aux prélèvements, notamment la signature des documents de crédit conformément à l'engagement et la réalisation de la transaction. Des prélèvements peuvent être effectués sur le montant engagé uniquement pour financer le coût d'acquisition de la transaction et payer des frais et des charges y afférents. Tout prélèvement doit être remboursé dans les 364 jours. Si aucun prélèvement n'est fait, la facilité prend fin à la date de clôture de l'acquisition. Depuis que nous avons contracté la facilité de crédit à terme liée à Shaw (voir la rubrique « Dette à long terme » ci-dessous), le montant maximal que nous pouvons prélever sur la facilité a été ramené à 13 milliards de dollars. Au 30 juin 2021, nous n'avons prélevé aucun montant sur la facilité.

### Dettes à long terme

Notre dette à long terme correspond aux montants à payer aux termes de nos facilités de crédit bancaire ainsi qu'aux débetures et billets de premier rang que nous avons émis. Le tableau ci-après présente un sommaire de l'évolution de notre dette à long terme pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2021 et 2020.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2021			Semestre clos le 30 juin 2021		
	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)
Remboursements sur les billets de premier rang (\$ CA)			-			<b>(1 450)</b>
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme, montant net			-			<b>(1 450)</b>

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2020			Semestre clos le 30 juin 2020		
	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)
Prélèvements sur les facilités de crédit (\$ US)	-	-	-	970	1,428	1 385
Remboursements sur les facilités de crédit (\$ US)	(970)	1,406	(1 364)	(970)	1,406	(1 364)
(Remboursements) montants prélevés sur les facilités de crédit, montant net			(1 364)			21
Émissions de billets de premier rang (\$ CA)			-			1 500
Émissions de billets de premier rang (\$ US)	750	1,359	1 019	750	1,359	1 019
Émissions de billets de premier rang, montant net			1 019			2 519
(Remboursements sur les) émissions de titres d'emprunt à long terme, montant net			(345)			2 540

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Dettes à long terme, déduction faite des coûts de transaction, à l'ouverture de la période	<b>16 613</b>	19 825	<b>18 201</b>	15 967
(Remboursements sur les) émissions de titres d'emprunt à long terme, montant net	-	(345)	<b>(1 450)</b>	2 540
(Profit) perte de change	<b>(165)</b>	(470)	<b>(307)</b>	516
Coûts de transaction différés engagés	<b>(11)</b>	(5)	<b>(11)</b>	(21)
Amortissement des coûts de transaction différés	<b>5</b>	3	<b>9</b>	6
Dettes à long terme, déduction faite des coûts de transaction, à la clôture de la période	<b>16 442</b>	19 008	<b>16 442</b>	19 008

Au cours du trimestre, nous avons contracté la facilité de crédit à terme liée à Shaw de 6 milliards de dollars, composée de trois tranches de 2 milliards de dollars. Aucun montant ne peut être prélevé de cette facilité avant la date de clôture de la transaction. La première tranche arrive à échéance trois ans après la date de clôture de la transaction et les tranches suivantes arrivent à échéance à la quatrième et à la cinquième année par la suite, respectivement. À la date d'échéance d'une tranche, tout montant prélevé sur cette tranche doit être remboursé.

En avril 2021, nous avons modifié notre facilité de crédit renouvelable afin, entre autres, d'augmenter la limite de crédit totale et de reporter les dates d'échéance. Nous avons donc fait passer la limite de crédit totale de 3,2 milliards de dollars à 4 milliards de dollars en augmentant la limite des deux tranches à 3 milliards de dollars et à 1 milliard de dollars (auparavant de 2,5 milliards de dollars et de 700 millions de dollars), respectivement. Nous avons aussi reporté l'échéance de la tranche de 3 milliards de dollars à avril 2026 et celle de la tranche de 1 milliard de dollars à avril 2024, alors qu'elles devaient arriver toutes les deux à échéance en mars 2022.

#### *Émissions de billets de premier rang et dérivés liés à la dette connexes*

En juin 2020, nous avons émis pour 750 millions de dollars américains de billets de premier rang à taux variable échéant en 2022 au TIOL à trois mois majoré de 0,60 % par année. Parallèlement aux émissions, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de convertir en dollars canadiens la totalité des obligations de paiement d'intérêts et de remboursement de principal et afin que le taux en vigueur à l'échéance soit un taux fixe de 0,955 %, et non plus un taux variable. Nous avons donc reçu un produit net de 1,0 milliard de dollars de ces émissions.

En mars 2020, nous avons émis pour 1,5 milliard de dollars de billets de premier rang à 3,65 % arrivant à échéance en 2027.

#### *Remboursements sur les billets de premier rang et règlement des dérivés connexes*

En mars 2021, nous avons remboursé à l'échéance la totalité du principal sur nos billets de premier rang de 1,45 milliard de dollars assortis d'un taux de 5,34 %. Aucun dérivé n'était associé à ces billets de premier rang.

#### *Dividendes*

Le tableau ci-dessous présente un résumé des dividendes que nous avons déclarés et payés en 2021 et en 2020 sur les actions ordinaires de catégorie A avec droit de vote de RCI (les « actions de catégorie A ») et les actions ordinaires de catégorie B sans droit de vote de RCI (les « actions de catégorie B sans droit de vote ») en circulation. Le 20 juillet 2021, le conseil d'administration a déclaré un dividende de 0,50 \$ par action de catégorie A et action de catégorie B sans droit de vote, payable le 1<sup>er</sup> octobre 2021 aux actionnaires inscrits le 9 septembre 2021.

<b>Date de déclaration</b>	<b>Date de clôture des registres</b>	<b>Date de versement</b>	<b>Dividende par action (en \$)</b>	<b>Dividendes payés (en millions de dollars)</b>
27 janvier 2021	10 mars 2021	1 <sup>er</sup> avril 2021	0,50	252
20 avril 2021	10 juin 2021	2 juillet 2021	0,50	253
21 janvier 2020	10 mars 2020	1 <sup>er</sup> avril 2020	0,50	252
21 avril 2020	10 juin 2020	2 juillet 2020	0,50	253
21 juillet 2020	9 septembre 2020	1 <sup>er</sup> octobre 2020	0,50	253
21 octobre 2020	10 décembre 2020	4 janvier 2021	0,50	252

## Flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2021	2020	Variation en %	2021	2020	Variation en %
BAlIA ajusté <sup>1</sup>	<b>1 374</b>	1 294	6	<b>2 765</b>	2 629	5
Déduire :						
Dépenses d'investissement <sup>2</sup>	<b>719</b>	559	29	<b>1 203</b>	1 152	4
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	<b>178</b>	192	(7)	<b>366</b>	379	(3)
Impôt sur le résultat en trésorerie <sup>3</sup>	<b>175</b>	75	133	<b>500</b>	168	198
<b>Flux de trésorerie disponibles <sup>1</sup></b>	<b>302</b>	468	(35)	<b>696</b>	930	(25)

<sup>1</sup> Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, sur la façon dont nous les calculons et les ratios auxquels elles servent.

<sup>2</sup> Comprennent les entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences d'utilisation de spectre ni des entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation.

<sup>3</sup> L'impôt sur le résultat en trésorerie est présenté après déduction des remboursements reçus.

Les flux de trésorerie disponibles ont diminué pour le trimestre et le semestre considérés essentiellement à cause de l'augmentation de l'impôt sur le résultat en trésorerie et des dépenses d'investissement, en partie annulée par la hausse du BAIIA ajusté.

# Survol de l'état de la situation financière

## États consolidés de la situation financière

(en millions de dollars)	Au 30 juin 2021	Au 31 décembre 2020	Variation (en \$)	Variation (en %)	Explication des principales variations
<b>Actifs</b>					
<b>Actifs courants</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	905	2 484	(1 579)	(64)	Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières ».
Débiteurs	3 164	2 856	308	11	Reflète principalement l'accroissement des créances liées au financement.
Stocks	467	479	(12)	(3)	n. s.
Partie courante des actifs sur contrat	230	533	(303)	(57)	Rend compte de la migration de certaines offres vers des ententes de financement d'appareils.
Autres actifs courants	530	516	14	3	n. s.
Partie courante des instruments dérivés	85	61	24	39	Reflète principalement la variation de la valeur de marché de nos dérivés liés aux capitaux propres par suite de l'augmentation du cours des actions de catégorie B sans droit de vote. Voir la rubrique « Gestion des risques financiers ».
<b>Total des actifs courants</b>	<b>5 381</b>	6 929	(1 548)	(22)	
Immobilisations corporelles	14 150	14 018	132	1	Rend principalement compte des dépenses d'investissement et des entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation, contrebalancées en partie par la charge d'amortissement.
Immobilisations incorporelles	8 922	8 926	(4)	–	n. s.
Placements	2 849	2 536	313	12	Tient compte essentiellement de l'augmentation de la juste valeur de certains placements dans des sociétés ouvertes.
Instruments dérivés	1 331	1 378	(47)	(3)	Tient compte surtout des variations de la valeur de marché de certains dérivés liés à la dette par suite des fluctuations des taux d'intérêt.
Créances liées au financement	741	748	(7)	(1)	n. s.
Autres actifs à long terme	311	346	(35)	(10)	n. s.
Goodwill	3 991	3 973	18	–	n. s.
<b>Total des actifs</b>	<b>37 676</b>	38 854	(1 178)	(3)	
<b>Passifs et capitaux propres</b>					
<b>Passifs courants</b>					
Emprunts à court terme	1 207	1 221	(14)	(1)	n. s.
Créditeurs et charges à payer	2 715	2 714	1	–	n. s.
Impôt sur le résultat à payer	224	344	(120)	(35)	Rend compte d'une baisse de l'impôt à payer découlant du dernier versement d'acomptes provisionnels de 2020, en partie annulée par la charge d'impôt exigible.
Autres passifs courants	521	243	278	114	Reflète principalement la variation de la valeur de marché de certains dérivés liés aux taux d'intérêt par suite des fluctuations des taux d'intérêt.
Passifs sur contrat	364	336	28	8	n. s.
Partie courante de la dette à long terme	1 530	1 450	80	6	Tient compte du reclassement dans les éléments courants de nos billets de premier rang de 750 millions de dollars américains arrivant à échéance en mars 2022 et de nos billets de premier rang de 600 millions de dollars arrivant à échéance en juin 2022, en partie annulé par le remboursement de billets de premier rang de 1 450 millions de dollars en mars 2021 et l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.
Partie courante des obligations locatives	309	278	31	11	n. s.
<b>Total des passifs courants</b>	<b>6 870</b>	6 586	284	4	
Provisions	43	42	1	2	n. s.
Dette à long terme	14 912	16 751	(1 839)	(11)	Tient compte du reclassement dans les éléments courants de nos billets de premier rang de 750 millions de dollars américains arrivant à échéance en mars 2022 et de nos billets de premier rang de 600 millions de dollars arrivant à échéance en juin 2022, en partie annulé par l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.
Obligations locatives	1 614	1 557	57	4	Tient compte des obligations liées aux nouveaux contrats de location.
Autres passifs à long terme	1 051	1 149	(98)	(9)	Tient compte surtout des variations de la valeur de marché de certains dérivés liés à la dette par suite des fluctuations des taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis.
Passifs d'impôt différé	3 086	3 196	(110)	(3)	Rend principalement compte de la diminution des différences temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale de certains actifs et passifs.
<b>Total des passifs</b>	<b>27 576</b>	29 281	(1 705)	(6)	
Capitaux propres	10 100	9 573	527	6	Rend compte des variations des résultats non distribués et des réserves liées aux capitaux propres.
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>37 676</b>	38 854	(1 178)	(3)	



## Situation financière

Les tableaux ci-après et les paragraphes qui les accompagnent résument l'ensemble des liquidités disponibles aux termes de notre trésorerie et de ses équivalents, de nos facilités de crédit bancaire, de nos facilités de lettres de crédit et de nos emprunts à court terme au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020.

Au 30 juin 2021 (en millions de dollars)	Montant total disponible	Montant prélevé	Lettres de crédit	Programme de papier commercial en dollars américains <sup>1</sup>	Montant net disponible
Facilités de crédit bancaire					
Renouvelable	4 000	–	9	409	<b>3 582</b>
Non renouvelable	1 983	–	–	–	<b>1 983</b>
Lettres de crédit en cours	432	–	432	–	–
Total des facilités de crédit bancaire	6 415	–	441	409	<b>5 565</b>
Titrisation de créances	1 200	800	–	–	<b>400</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	905	–	–	–	<b>905</b>
<b>Total</b>	<b>8 520</b>	<b>800</b>	<b>441</b>	<b>409</b>	<b>6 870</b>

<sup>1</sup> Les montants se rapportant au programme de papier commercial en dollars américains correspondent aux montants bruts avant l'escompte à l'émission.

Au 31 décembre 2020 (en millions de dollars)	Montant total disponible	Montant prélevé	Lettres de crédit	Programme de papier commercial en dollars américains <sup>1</sup>	Montant net disponible
Facilités de crédit bancaire					
Renouvelable	3 200	–	8	573	2 619
Lettres de crédit en cours	101	–	101	–	–
Total des facilités de crédit bancaire	3 301	–	109	573	2 619
Titrisation de créances	1 200	650	–	–	550
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 484	–	–	–	2 484
<b>Total</b>	<b>6 985</b>	<b>650</b>	<b>109</b>	<b>573</b>	<b>5 653</b>

<sup>1</sup> Les montants se rapportant au programme de papier commercial en dollars américains correspondent aux montants bruts avant l'escompte à l'émission.

En plus des sources de liquidités disponibles mentionnées ci-dessus, nous détenons 1 869 millions de dollars de titres négociables de sociétés cotées en bourse au 30 juin 2021 (1 535 millions de dollars au 31 décembre 2020).

### Coût moyen pondéré des emprunts

Le coût moyen pondéré de nos emprunts se chiffrait à 4,02 % au 30 juin 2021 (4,09 % au 31 décembre 2020) et le terme moyen pondéré à l'échéance était de 13,4 années (12,8 années au 31 décembre 2020).

### Notations de crédit

Le tableau suivant présente les notations de crédit des débentures et billets de premier rang en circulation de RCI (long terme) et du papier commercial libellé en dollars américains (court terme) au 30 juin 2021.

Émission	Standard & Poor's	Moody's	Fitch
Cote de risque financier d'entreprise	BBB+, sous surveillance avec implication négative	Baa1, sous révision	BBB+, sous surveillance avec implication négative
Dette de premier rang non garantie	BBB+, sous surveillance avec implication négative	Baa1, sous révision	BBB+, sous surveillance avec implication négative
Papier commercial libellé en dollars américains	A-2, sous surveillance avec implication négative	P-2, sous révision	s. o. <sup>1</sup>

<sup>1</sup> Nous n'avons pas demandé à Fitch de noter nos obligations à court terme.

En raison de l'entente visant l'acquisition de Shaw et des engagements liés à la transaction, Standard & Poor's (« S&P ») et Fitch ont placé nos notations de crédit sous surveillance avec implication négative. Moody's a mis nos notations sous révision avec possibilité de baisse. Nous nous attendons à ce que S&P, Moody's et Fitch terminent leur révision à la clôture de la transaction. Pour en savoir plus sur notre entente avec Shaw, il y a lieu de se reporter aux rubriques « Transaction visant Shaw » et « Mise à jour sur les risques et les incertitudes - Transaction visant Shaw ».

### Dette nette ajustée et ratio d'endettement

Nous utilisons la dette nette ajustée et le ratio d'endettement pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. La dette nette ajustée comprend la dette à long terme, les actifs ou passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, les emprunts à court terme, les obligations locatives et la trésorerie et les équivalents de trésorerie ou les avances bancaires.

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au 30 juin	Au 31 décembre
	2021	2020
Dette à long terme <sup>1</sup>	16 617	18 373
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit <sup>2</sup>	(1 089)	(1 101)
Emprunts à court terme	1 207	1 221
Obligations locatives	1 923	1 835
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(905)	(2 484)
Dette nette ajustée <sup>3</sup>	17 753	17 844
Divisée par : BAIIA ajusté des 12 derniers mois <sup>3</sup>	5 993	5 857
Ratio d'endettement <sup>3</sup>	3,0	3,0

<sup>1</sup> Compte tenu de la partie courante et de la partie à long terme de la dette à long terme, compte non tenu des coûts de transaction et escomptes différés. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Rapprochement de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement » de la section « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour connaître le mode de calcul de ce montant.

<sup>2</sup> Nous estimons qu'il est souvent d'usage d'inclure dans le calcul de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement les dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit pour évaluer le niveau d'endettement de même qu'aux fins de l'évaluation à la valeur de marché et de l'exécution de transactions.

<sup>3</sup> La dette nette ajustée et le BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, sur la façon dont nous les calculons et les ratios auxquels elles servent.

### Actions ordinaires en circulation

	Au 30 juin	Au 31 décembre
	2021	2020
Actions ordinaires en circulation <sup>1</sup>		
Actions de catégorie A avec droit de vote	111 153 411	111 154 811
Actions de catégorie B sans droit de vote	393 771 907	393 770 507
Total des actions ordinaires	504 925 318	504 925 318
Options d'achat d'actions de catégorie B sans droit de vote		
Options en circulation	5 677 691	4 726 634
Options en circulation exerçables	2 219 681	1 470 383

<sup>1</sup> Les porteurs des actions de catégorie B sans droit de vote ont le droit d'être convoqués à toute assemblée des actionnaires et d'y assister; toutefois, sauf dans la mesure prévue par la législation ou les règlements de marchés boursiers, ils n'ont pas de droit de vote lors d'une telle assemblée. Si une offre est déposée en vue d'acheter les actions de catégorie A en circulation, aucune exigence en vertu de la législation applicable ou de nos actes constitutifs ne stipule qu'une offre doit être faite à l'égard des actions de catégorie B sans droit de vote en circulation et il n'y a aucune clause de protection à l'intention des actionnaires aux termes de nos actes constitutifs. Si une offre est déposée en vue d'acheter des actions des deux catégories d'actions, les modalités de l'offre peuvent être différentes pour les actions de catégorie A de celles pour les actions de catégorie B sans droit de vote.

## Gestion des risques financiers

La présente section doit être lue en parallèle avec la rubrique « Gestion des risques financiers » de notre rapport de gestion annuel de 2020. Nous avons recours à des instruments dérivés pour gérer les risques financiers liés à nos activités commerciales. Nous avons recours à des instruments dérivés aux seules fins de la gestion des risques, et non pas à des fins de spéculation. Nous gérons également notre exposition aux taux d'intérêt fixes et variables et, au 30 juin 2021, nous avons fixé un taux d'intérêt sur 93,1 % de l'encours de notre dette, y compris les emprunts à court terme (93,6 % au 31 décembre 2020).

### Dérivés liés à la dette

Nous avons recours à des swaps de devises et de taux d'intérêt ainsi qu'à des contrats de change à terme (collectivement, les « dérivés liés à la dette ») pour gérer les risques liés à la fluctuation des cours de change et des taux d'intérêt relativement à nos débentures et billets de premier rang, à nos obligations locatives, aux montants prélevés sur nos facilités de crédit et à nos emprunts sur papier commercial libellés en dollars américains. Nous désignons les dérivés liés à la dette afférents à nos débentures et billets de premier rang et à nos obligations locatives comme des couvertures à des fins comptables afin de couvrir le risque de change relatif à des instruments d'emprunt spécifiques qui ont été émis ou dont l'émission est prévue. Les dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit et à nos emprunts sur papier commercial libellés en dollars américains n'ont pas été désignés comme couvertures à des fins comptables.

#### Facilités de crédit et programme de papier commercial libellés en dollars américains

Le tableau suivant présente un sommaire des dérivés liés à la dette que nous avons conclus et réglés relativement à nos facilités de crédit et à notre programme de papier commercial libellés en dollars américains au cours des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2021 et 2020.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2021			Semestre clos le 30 juin 2021		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
<i>Programme de papier commercial libellé en dollars américains</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	<b>300</b>	<b>1,233</b>	<b>370</b>	<b>820</b>	<b>1,254</b>	<b>1 028</b>
Dérivés liés à la dette réglés	<b>320</b>	<b>1,234</b>	<b>395</b>	<b>940</b>	<b>1,256</b>	<b>1 181</b>
Montant net en trésorerie payé			<b>(3)</b>			<b>(5)</b>

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2020			Semestre clos le 30 juin 2020		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
<i>Facilités de crédit</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	–	–	–	970	1,428	1 385
Dérivés liés à la dette réglés	970	1,406	1 364	970	1,406	1 364
Montant net en trésorerie payé			(21)			(21)
<i>Programme de papier commercial libellé en dollars américains</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	190	1,405	267	2 868	1,333	3 823
Dérivés liés à la dette réglés	411	1,375	565	4 089	1,330	5 438
Montant net en trésorerie reçu			11			101

Au 30 juin 2021, nos dérivés liés à la dette en cours se rapportant aux prélèvements effectués sur nos facilités de crédit et à notre programme de papier commercial libellé en dollars américains s'élevaient à des montants notionnels de néant et de 329 millions de dollars américains, respectivement (néant et 448 millions de dollars américains, respectivement, au 31 décembre 2020).

#### Billets de premier rang

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des dérivés liés à la dette se rapportant à nos billets de premier rang que nous avons conclus au cours des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2021 et 2020.

(en millions de dollars, sauf les taux d'intérêt)				Incidence de la couverture	
Entrée en vigueur	\$ US			Taux d'intérêt couvert fixe (en \$ CA) <sup>1</sup>	Équivalent (en \$ CA)
	Montant du principal/montant notionnel (en \$ US)	Date d'échéance	Taux d'intérêt nominal		
<i>Émissions de 2020</i>					
22 juin 2020	750	2022	TIOL \$ US + 0,60 %	0,955 %	1 019

<sup>1</sup> Conversion d'un taux d'intérêt nominal fixe ou variable libellé en \$ US en un taux moyen pondéré fixe libellé en \$ CA.

Au 30 juin 2021, nos débetures et billets de premier rang libellés en dollars américains s'élevaient à 9 050 millions de dollars américains (9 050 millions de dollars américains au 31 décembre 2020), et tous les risques liés aux taux de change étaient couverts par des dérivés liés à la dette.

#### Obligations locatives

Les tableaux ci-après présentent un résumé des dérivés liés à la dette que nous avons conclus et réglés relativement à nos obligations locatives en vigueur au cours des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2021 et 2020.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2021			Semestre clos le 30 juin 2021		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette conclus	<b>48</b>	<b>1,250</b>	<b>60</b>	<b>74</b>	<b>1,257</b>	<b>93</b>
Dérivés liés à la dette réglés	<b>18</b>	<b>1,444</b>	<b>26</b>	<b>34</b>	<b>1,353</b>	<b>46</b>

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2020			Semestre clos le 30 juin 2020		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette conclus	49	1,367	67	90	1,400	126
Dérivés liés à la dette réglés	10	1,300	13	16	1,313	21

Au 30 juin 2021, nos dérivés liés à la dette en cours se rapportant à nos obligations locatives en vigueur s'élevaient à un montant notionnel de 182 millions de dollars américains (142 millions de dollars américains au 31 décembre 2020) et venaient à échéance de juillet 2021 à juin 2024 (de janvier 2021 à décembre 2023 au 31 décembre 2020), et le cours de change moyen s'établissait à 1,310 \$ CA/1 \$ US (1,352 \$ CA/1 \$ US au 31 décembre 2020).

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés à la dette.

### Dérivés liés aux taux d'intérêt

Nous avons parfois recours à des dérivés liés aux contrats à terme sur obligations ou à des dérivés liés aux swaps de taux d'intérêt (collectivement, les « dérivés liés aux taux d'intérêt ») pour couvrir le risque de taux d'intérêt sur les instruments d'emprunt actuels et futurs. Les dérivés liés aux taux d'intérêt sont désignés comme couvertures à des fins comptables.

Au cours du trimestre, nous avons conclu des dérivés liés aux contrats à terme sur obligations d'une valeur de 500 millions de dollars pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux obligations du gouvernement du Canada sous-jacentes, risque qui fera partie du risque associé aux émissions de titres d'emprunt futures prévues. Ces dérivés liés aux contrats à terme sur obligations nous ont permis de couvrir au taux des obligations du gouvernement du Canada sous-jacentes les émissions de titres d'emprunt prévues de 500 millions de dollars qui auront lieu entre le 1<sup>er</sup> juillet 2021 et le 30 juin 2022.

Au cours du premier trimestre, nous avons conclu des dérivés liés aux swaps de taux d'intérêt afin de couvrir le risque de taux d'intérêt sur les instruments d'emprunt de 2 milliards de dollars américains que nous prévoyons d'émettre.

Après le 30 juin 2021, nous avons conclu des dérivés liés aux contrats à terme sur obligations additionnelles d'une valeur de 750 millions de dollars pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux obligations du gouvernement du Canada sous-jacentes, risque qui fera partie du risque associé aux émissions de titres d'emprunt futures prévues.

Toujours après le 30 juin 2021, nous avons également conclu des dérivés liés aux swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié à une tranche additionnelle de 3,25 milliards de dollars d'instruments d'emprunts que nous prévoyons d'émettre.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux taux d'intérêt.

### Dérivés liés aux dépenses

Nous avons recours à des contrats de change à terme (les « dérivés liés aux dépenses ») afin de gérer le risque de change inhérent à nos activités en désignant ces dérivés comme couvertures à des fins comptables à l'égard de certaines dépenses opérationnelles et dépenses d'investissement attendues.

Les tableaux ci-dessous présentent les dérivés liés aux dépenses que nous avons conclus ou réglés au cours des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2021 et 2020.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2021			Semestre clos le 30 juin 2021		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés aux dépenses conclus	<b>90</b>	<b>1,233</b>	<b>111</b>	<b>210</b>	<b>1,243</b>	<b>261</b>
Dérivés liés aux dépenses réglés	<b>255</b>	<b>1,361</b>	<b>347</b>	<b>480</b>	<b>1,360</b>	<b>653</b>

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2020			Semestre clos le 30 juin 2020		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés aux dépenses conclus	744	1,376	1 024	1 086	1,365	1 482
Dérivés liés aux dépenses réglés	255	1,302	332	480	1,300	624

Au 30 juin 2021, nos dérivés liés aux dépenses en cours s'élevaient à un montant notionnel de 1 320 millions de dollars américains (1 590 millions de dollars américains au 31 décembre 2020), venaient à échéance de juillet 2021 à décembre 2022 (de janvier 2021 à décembre 2022 au 31 décembre 2020), et le cours de change moyen s'établissait à 1,320 \$ CA/1 \$ US (1,342 \$ CA/1 \$ US au 31 décembre 2020).

Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux dépenses.

### Dérivés liés aux capitaux propres

Nous avons recours à des swaps sur rendement total (les « dérivés liés aux capitaux propres ») pour couvrir le risque d'appréciation du cours des actions de catégorie B sans droit de vote attribuées dans le cadre de nos programmes de rémunération fondée sur des actions. Les dérivés liés aux capitaux propres n'ont pas été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Au 30 juin 2021, nous avons des dérivés liés aux capitaux propres en cours à l'égard de 5,0 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote (4,6 millions au 31 décembre 2020) assorties d'un cours moyen pondéré de 53,10 \$ (51,82 \$ au 31 décembre 2020).

Au cours du semestre clos le 30 juin 2020, nous avons réglé 0,5 million de dérivés liés aux capitaux propres à un prix moyen pondéré de 54,16 \$, moyennant des paiements nets de 1 million de dollars. En parallèle, nous avons conclu 0,5 million de dérivés liés aux capitaux propres à un prix moyen pondéré de 54,16 \$, selon des modalités essentiellement identiques.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2021, nous avons conclu 0,4 million de dérivés liés aux capitaux propres (0,3 million en 2020), à un prix moyen pondéré de 60,98 \$ (56,08 \$ en 2020).

## Évaluation à la valeur de marché

Nous comptabilisons nos dérivés selon leur évaluation à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit et calculée conformément aux IFRS.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Au 30 juin 2021			
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Juste valeur (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	5 829	1,1363	6 623	<b>1 352</b>
En passifs	3 403	1,3335	4 538	<b>(309)</b>
Dérivés liés à la dette à court terme non comptabilisés comme des couvertures				
En passifs	329	1,2954	426	<b>(18)</b>
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				<b>1 025</b>
Dérivés liés aux taux d'intérêt comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En passifs (en \$ CA)	–	–	500	<b>(1)</b>
En passifs (en \$ US)	2 000	–	–	<b>(221)</b>
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés aux taux d'intérêt représentant un passif				<b>(222)</b>
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	60	1,2375	74	<b>1</b>
En passifs	1 260	1,3242	1 668	<b>(104)</b>
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés aux dépenses représentant un passif				<b>(103)</b>
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
En actifs	–	–	265	<b>63</b>
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif				<b>763</b>

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Au 31 décembre 2020			
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Juste valeur (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	4 550	1,0795	4 912	1 405
En passifs	4 642	1,3358	6 201	(307)
Dérivés liés à la dette à court terme non comptabilisés comme des couvertures				
En passifs	449	1,2995	583	(12)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				1 086
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En passifs	1 590	1,3421	2 134	(109)
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
En actifs	–	–	238	34
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif				1 011

## Engagements et obligations contractuelles

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2020 pour obtenir un résumé de nos obligations aux termes d'accords contractuels fermes, notamment les engagements de paiements futurs découlant d'emprunts à long terme et de contrats de location, lesquels sont également analysés aux notes 17, 21 et 28 afférentes aux états financiers consolidés audités annuels de 2020.

Sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion, aucune modification significative n'a été apportée à nos principales obligations contractuelles, telles qu'elles sont présentées dans notre rapport de gestion annuel de 2020, depuis le 31 décembre 2020.

## Évolution de la réglementation

La réglementation d'importance qui influait sur nos activités en date du 4 mars 2021 est présentée dans notre rapport de gestion annuel de 2020. La modification importante concernant la réglementation survenue depuis cette date est décrite ci-après.

### Examen par le CRTC des services sans fil mobiles

Le 15 avril 2021, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») a publié la politique réglementaire de télécom 2021-130, *Examen des services sans fil mobiles*. Le CRTC ordonne que les exploitants de réseaux mobiles virtuels (les « ERMV ») aient accès au marché de gros, que les transferts des services d'itinérance de gros se fassent sans interruption et que de nouveaux forfaits à faible coût et à usage occasionnel soient établis. Toutefois, l'accès au marché de gros sera accordé aux ERMV sous réserve de certaines conditions décrites ci-après.

Le CRTC a décidé que les exploitants nationaux de réseau mobile et SaskTel en Saskatchewan seront tenus d'accorder aux ERMV l'accès au marché de gros, mais seuls les exploitants régionaux de réseau mobile admissibles qui sont titulaires d'une licence d'utilisation du spectre mobile pourront y avoir accès et uniquement pour les zones couvertes par leurs licences. Les modalités associées à l'accès au marché de gros accordé aux ERMV doivent être approuvées par le CRTC et l'établissement des tarifs doit se faire par l'entremise de négociations commerciales, l'arbitrage de l'offre finale, avec le CRTC agissant en qualité d'arbitre, étant le filet de sécurité. L'obligation d'accorder l'accès au marché de gros aux ERMV demeurera en vigueur pour une période de sept ans qui commencera à la date à laquelle le CRTC aura établi les modalités. On estime que cette limite de temps devrait être suffisante pour permettre aux exploitants régionaux de réseau mobile d'étendre leurs réseaux tout en continuant d'inciter à l'investissement.

Les exploitants nationaux de réseau mobile doivent également veiller au transfert sans interruption des services d'itinérance qu'ils sont tenus d'accorder aux exploitants régionaux de réseau mobile. Les transferts sans interruption permettront qu'un appel en cours soit ininterrompu dans le cas où un client quitte la zone couverte par son réseau d'origine pour se rendre dans la zone couverte par son fournisseur de services d'itinérance. Par ailleurs, le CRTC exige que les exploitants nationaux de réseau mobile offrent la fonction d'itinérance sur leur réseau 5G et ceux-ci doivent déposer aux fins d'approbation du CRTC une proposition des modalités actualisées dans un délai de 90 jours.

Enfin, le CRTC a ordonné l'établissement de forfaits à faible coût et à usage occasionnel. Ces forfaits sont offerts depuis le 14 juillet 2021.



## **Établissement des coûts et des prix des services d'accès Internet de gros**

En août 2019, dans l'ordonnance de télécom CRTC 2019-288, *Suivi des ordonnances de télécom 2016-396 et 2016-448 – Tarifs définitifs concernant les services d'accès haute vitesse de gros groupé* (l'« ordonnance de 2019 »), le CRTC a établi les tarifs définitifs des services d'accès haute vitesse de gros des fournisseurs de services exploitant leurs propres installations, dont le service d'accès Internet de tiers (« AIT ») de Rogers. Dans cette ordonnance, le CRTC a établi des tarifs définitifs pour Rogers qui étaient nettement inférieurs aux tarifs provisoires auparavant facturés et a déterminé en outre que ces tarifs devaient être appliqués de façon rétroactive au 31 mars 2016. Le 27 mai 2021, le CRTC a publié sa Décision de télécom CRTC 2021-181, *Demandes de révision et de modification de l'ordonnance de télécom 2019-288 concernant les tarifs définitifs pour les services d'accès haute vitesse de gros groupés* (la « décision de 2021 »), dans laquelle il approuve de manière définitive les tarifs provisoires qui étaient en vigueur avant la publication de l'ordonnance de 2019, avec certaines modifications, incluant la suppression de la majoration additionnelle de 10 % pour les entreprises de services locaux titulaires.

Le 28 mai 2021, un fournisseur de services Internet (« FSI ») de gros a présenté une requête au gouverneur en conseil, entre autres pour qu'il rétablisse l'ordonnance de 2019 et rende définitifs les tarifs établis dans cette ordonnance. En outre, le 28 juin 2021, le même FSI de gros a déposé une demande d'autorisation d'appel de la décision de 2021 auprès de la Cour d'appel fédérale. Nous avons l'intention d'intervenir sur ces questions.

## **Licences de spectre de la bande de 3 500 MHz**

Rogers Communications Canada Inc. est un soumissionnaire qualifié participant à la mise aux enchères du spectre de la bande de 3 500 MHz. La mise aux enchères a commencé le 15 juin 2021 et se poursuit depuis. Les résultats provisoires des enchères seront annoncés par Innovation, Sciences et Développement économique Canada (« ISDE ») cinq jours après la fin de la période de présentation des soumissions. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les licences de spectre que nous détenons, il faut se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2020.

## **Mise à jour sur les risques et les incertitudes**

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2020 pour une analyse des principaux risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable significative sur nos activités et nos résultats financiers au 4 mars 2021, lesquels doivent être étudiés à la lumière du présent rapport de gestion. Les facteurs susceptibles de contribuer à ces risques et incertitudes sont exposés ci-après.

### **Pandémie de COVID-19**

Nous avons maintenu nos programmes pour aider nos employés à gérer la crise sanitaire liée à la COVID-19 et offrir du soutien et des services à nos clients et à nos auditoires. Au début de 2021, les restrictions imposées par les autorités de santé publique à la fin de 2020 ont été partiellement levées au pays. En mars, plusieurs provinces canadiennes ont déclaré qu'une troisième vague de COVID-19 frappait leur territoire et ont modifié les restrictions en conséquence. Au cours du trimestre à l'étude, les provinces ont commencé à lever certaines des restrictions imposées au premier trimestre par les autorités de santé publique. La vaccination s'est accélérée dans tout le pays grâce à la plus grande disponibilité des vaccins.

En raison de l'incertitude entourant la durée et l'issue potentielles de la COVID-19 de même que l'effet des mesures prises pour en contenir la propagation ou les conséquences plus vastes de la crise sanitaire sur les économies et les marchés financiers du Canada et du reste du monde, nous ne sommes pas en mesure pour le moment de prévoir son incidence globale sur nos activités, nos liquidités, notre situation financière ou nos résultats; nous savons cependant que la crise a eu et pourrait continuer d'avoir une incidence défavorable significative sur nos résultats. Toute nouvelle épidémie, pandémie ou autre crise sanitaire qui pourrait se produire à l'avenir est susceptible de poser des risques semblables sur la Société.

### **Établissement des coûts et des prix des services d'accès Internet de gros**

En août 2019, dans l'ordonnance de télécom CRTC 2019-288, *Suivi des ordonnances de télécom 2016-396 et 2016-448 – Tarifs définitifs concernant les services d'accès haute vitesse de gros groupé* (l'« ordonnance »), le CRTC a établi les tarifs définitifs des services d'accès haute vitesse de gros des fournisseurs de services exploitant leurs propres installations, dont l'AIT de Rogers. Dans cette ordonnance, le CRTC a établi des tarifs définitifs qui étaient nettement inférieurs aux tarifs provisoires auparavant facturés et a déterminé en outre que ces tarifs devaient être appliqués de façon rétroactive au 31 mars 2016.

Selon nous, les tarifs définitifs établis par le CRTC n'étaient pas justes et raisonnables, comme l'exige la *Loi sur les télécommunications*, et nous estimons qu'ils sont en deçà du prix coûtant. Le 27 mai 2021, le CRTC a publié sa Décision de télécom CRTC 2021-181, *Demandes de révision et de modification de l'ordonnance de télécom 2019-288 concernant les tarifs définitifs pour les services d'accès haute vitesse de gros groupés*. Le CRTC a décidé d'approuver de manière définitive les tarifs provisoires qui étaient en vigueur avant la publication de l'ordonnance, avec certaines modifications, incluant la suppression de la majoration additionnelle de 10 % pour les entreprises de services locaux titulaires.

Les tarifs définitifs sont inférieurs aux montants antérieurement facturés aux revendeurs pour la période allant du 31 mars 2016 au 6 octobre 2016. Nous avons comptabilisé un remboursement des montants antérieurement facturés aux revendeurs d'environ 25 millions de dollars, ce qui refléterait l'incidence de l'application rétroactive pour cette période.

Le 28 mai 2021, un fournisseur de services Internet (« FSI ») de gros a présenté une requête au gouverneur en conseil, entre autres pour qu'il rétablisse l'ordonnance de 2019 et rende définitifs les tarifs établis dans cette ordonnance. En outre, le 28 juin 2021, le même FSI de gros a déposé une demande d'autorisation d'appel de la décision de 2021 auprès de la Cour d'appel fédérale. Nous avons l'intention d'intervenir sur ces questions.

### **Issue des poursuites**

L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle des cas précités, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. Il nous est impossible de prédire l'issue ou l'ampleur des actions intentées en raison de divers facteurs et incertitudes en jeu dans le processus juridique. À la lumière de l'information dont nous disposons actuellement, nous sommes d'avis qu'il n'est pas probable que le règlement final de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable significative sur nos activités, nos résultats financiers ou notre situation financière. Si les circonstances changent et que l'éventualité de notre responsabilité à l'égard des poursuites intentées contre nous devient probable et qu'elle est estimable, nous comptabiliserons une provision dans la période au cours de laquelle le changement d'éventualité surviendrait, ce qui pourrait avoir une incidence significative sur les états consolidés du résultat net et les états consolidés de la situation financière.

### **Transaction visant Shaw**

La transaction visant Shaw présente un certain nombre de risques additionnels qui ne sont pas présentés ailleurs dans notre rapport de gestion annuel de 2020, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de Rogers et de Shaw. Ceux-ci sont décrits ci-dessous.

### *Approbations des principales autorités de réglementation et autres conditions*

Pour conclure la transaction, Rogers et Shaw doivent déposer certains documents auprès d'organismes gouvernementaux et d'autorités de réglementation, et obtenir leur consentement et leur approbation. Rogers et Shaw n'ont pas encore obtenu les approbations des principales autorités de réglementation, y compris le Bureau de la concurrence, ISDE et le CRTC, lesquelles sont toutes nécessaires à la conclusion de la transaction. En outre, des organismes gouvernementaux ou des autorités de réglementation pourraient refuser d'approuver la transaction, ou chercher à bloquer ou à remettre en cause la transaction ou le transfert, ou transfert présumé, d'actifs spécifiques, notamment les licences de spectre, ou imposer des conditions substantielles à la transaction ou à un tel transfert. Si l'une ou l'autre des approbations des principales autorités de réglementation n'est pas obtenue ou si une loi ou ordonnance applicable en vigueur rend illégale la réalisation de la transaction, celle-ci ne sera pas réalisée.

En outre, un retard important dans l'obtention des approbations des principales autorités de réglementation pourrait empêcher la conclusion de la transaction. En particulier, si la transaction n'est pas conclue d'ici au 15 mars 2022 (sous réserve d'une prorogation d'au plus 90 jours dans certaines circonstances), Rogers ou Shaw pourrait résilier la convention d'arrangement, auquel cas la transaction n'aurait pas lieu.

Dans certaines circonstances, si les approbations des principales autorités de réglementation ne sont pas obtenues ou si une loi en vigueur rend illégale la réalisation de la transaction et si le défaut d'obtenir les approbations des principales autorités de réglementation n'est pas causé par le non-respect par Shaw, à tous égards importants, de ses engagements ou conventions pris aux termes de la convention d'arrangement, nous serions tenus de payer à Shaw une indemnité de résiliation inversée de 1,2 milliard de dollars (voir la rubrique « Résiliation de la convention d'arrangement, coûts et indemnité de résiliation » ci-dessous). Nous serions également tenus de rembourser à Shaw certains frais liés à l'exercice en mai 2021 de notre droit d'exiger que Shaw rachète ses actions privilégiées émises et en circulation.

La réalisation de la transaction est assujettie à un certain nombre d'autres conditions préalables, dont certaines sont indépendantes de la volonté de Rogers et de Shaw, notamment l'absence d'incidence défavorable importante ou d'incidence défavorable pour l'acheteur (selon la définition qu'en donne la convention d'arrangement) et la satisfaction de certaines autres conditions de clôture habituelles.

Ni Rogers ni Shaw ne peuvent garantir que toutes les conditions préalables à la transaction seront remplies ou levées, ni à quel moment elles le seront.

De plus, le déclenchement éventuel d'une élection fédérale avant la clôture de la transaction pourrait avoir des répercussions imprévisibles sur le déroulement et le résultat de l'examen de la transaction par les autorités de réglementation.

### *Résiliation de la convention d'arrangement, coûts et indemnité de résiliation*

Rogers ou Shaw peuvent résilier la convention d'arrangement dans certaines circonstances, auquel cas la transaction n'aura pas lieu. Par conséquent, rien ne garantit que la convention d'arrangement ne sera pas résiliée par nous ou par Shaw avant la clôture de la transaction.

Nous devons payer certains coûts liés à la transaction, qui peuvent être considérables, comme des honoraires de services juridiques, comptables, fiscaux et financiers, même si la transaction n'est pas réalisée. De plus, si la transaction n'est pas réalisée pour certaines raisons, nous pourrions être tenus de payer à Shaw une indemnité de résiliation inversée de 1,2 milliard de dollars et certains frais liés à l'exercice en mai 2021 de notre droit d'exiger que Shaw rachète ses actions privilégiées émises et en circulation, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable significative sur nos activités, nos résultats opérationnels, notre situation financière et notre capacité à financer nos projets de croissance et nos activités courantes.

Si la transaction n'est pas menée à terme ou qu'elle est retardée, le cours de nos actions, nos activités et nos résultats financiers futurs pourraient subir des répercussions défavorables. La non-réalisation de la transaction ou tout retard dans sa conclusion pourraient également avoir une incidence négative sur nos relations avec les employés (et détourner leur attention de nos activités), les fournisseurs, les distributeurs, les détaillants, les concessionnaires ou les clients, notamment faire en sorte que ces groupes cessent de faire affaire avec nous ou réduisent leurs activités avec nous.

#### *Conséquences sur le financement et répercussions potentielles sur les notations de crédit*

La convention d'arrangement ne contient aucune condition de financement. Bien que nous ayons obtenu une lettre d'engagement exécutoire visant une facilité de crédit consentie d'un montant maximal de 13 milliards de dollars et que nous disposions de la facilité de crédit à terme liée à Shaw de 6 milliards de dollars pour financer la transaction, l'obligation de financement des prêteurs aux termes de la facilité de crédit consentie et de la facilité de crédit à terme liée à Shaw est assujettie à certaines conditions, notamment, dans le cas de la facilité de crédit consentie, la préparation de la convention de crédit visant cet engagement. Si la transaction ne pouvait être réalisée à cause de notre incapacité à obtenir le financement requis, soit parce que les conditions de la facilité de crédit consentie ou de la facilité de crédit à terme liée à Shaw ne sont pas satisfaites, soit parce que d'autres événements nous empêchent de conclure le financement par emprunt, nous pourrions ne pas être en mesure de financer la contrepartie requise pour réaliser la transaction, auquel cas nous serions tenus de payer l'indemnité de résiliation inversée de 1,2 milliard de dollars et certains frais liés à l'exercice en mai 2021 de notre droit d'exiger que Shaw rachète ses actions privilégiées émises et en circulation.

En plus de la prise en charge de la dette d'environ 6 milliards de dollars de Shaw, nous prévoyons d'émettre jusqu'à 19 milliards de dollars de nouveaux titres d'emprunt pour financer la transaction. Nous nous attendons donc à ce que la société issue du regroupement ait une dette consolidée de plus de 40 milliards de dollars à la clôture de la transaction. L'augmentation de notre endettement pourrait réduire la marge de manœuvre dont nous disposons pour nous adapter à l'évolution de la conjoncture économique et commerciale, accroître notre charge d'intérêts et, potentiellement, rendre plus difficile l'obtention de financement additionnel ou le refinancement. L'augmentation de nos obligations au titre du service de la dette pourrait influencer défavorablement sur nos résultats, notre situation financière et notre capacité à financer nos projets de croissance et pourrait réduire les fonds disponibles à d'autres fins.

En outre, l'augmentation importante de l'encours de la dette pourrait se répercuter défavorablement sur nos notations de crédit et entraîner notamment leur révision sous les notations de premier ordre. Une révision à la baisse de nos notations de crédit pourrait entraver notre capacité à émettre des titres d'emprunt, faire monter nos coûts d'emprunt ou influencer autrement sur le cours de nos actions. Si les billets de premier rang de Shaw perdaient leur notation de premier rang et que cette révision à la baisse constituait un « événement déclencheur de changement de contrôle » (selon la définition qu'en donne l'acte visant les billets de premier rang de Shaw), Shaw serait tenue de mettre en vente ses billets de premier rang pour 101 % de leur principal majoré des intérêts courus après la clôture de la transaction, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur la situation financière de la société issue du regroupement.

#### *Intégration et synergies attendues*

La réalisation des avantages devant découler de la transaction dépend de notre capacité à regrouper et à intégrer les entreprises, les activités et le personnel de Shaw de manière à favoriser les occasions de croissance, à réaliser les économies de coûts prévues et à dégager une croissance des revenus sans nuire aux activités courantes de la société issue du regroupement. Même si nous parvenons à intégrer les activités de Shaw, il se peut que les avantages attendus de la transaction ne se concrétisent pas pleinement ou prennent plus de temps que prévu à se réaliser.

En plus des activités courantes de Rogers, la direction devra se concentrer sur la transaction et toutes les activités connexes, y compris l'intégration. Si la réalisation de la transaction est retardée, nos activités, nos résultats opérationnels et notre situation financière pourraient en pâtir.

### *Actions de Shaw avant la clôture*

La convention d'arrangement interdit à Shaw de prendre certaines mesures qui sortent du cours normal des activités pendant que la transaction est en attente, notamment certaines acquisitions ou cessions d'entreprises et d'actifs, la conclusion ou la modification de certains contrats, le rachat ou l'émission de titres, des dépenses d'investissement importantes et la souscription d'emprunts, sous réserve de certaines exceptions. En raison de ces restrictions, Shaw pourrait ne pas disposer de la souplesse nécessaire pour réagir de façon appropriée à certains événements, ce qui pourrait nous amener à réaliser des synergies moins importantes que prévu après la clôture de la transaction.

## **Estimations et méthodes comptables critiques**

Notre rapport de gestion annuel de 2020, ainsi que nos états financiers consolidés audités annuels de 2020 et les notes y afférentes, présentent une analyse des estimations et méthodes comptables qui sont critiques pour l'appréciation de nos activités commerciales et de nos résultats opérationnels.

### **Nouvelles prises de position en comptabilité adoptées en 2021**

Nous avons adopté les méthodes comptables et les modifications décrites ci-après, qui étaient en vigueur pour nos états financiers intermédiaires et annuels à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021. Ces changements n'ont pas eu une incidence significative sur nos résultats financiers et ne devraient pas avoir d'effet significatif au cours des périodes à venir.

- *Réforme des taux d'intérêt de référence, phase 2 (modifications de l'IFRS 9, de l'IAS 39 et de l'IFRS 7)*, qui aborde les questions qui pourraient influencer sur la présentation de l'information financière après la réforme d'un taux d'intérêt de référence. Le moment où les taux de référence alternatifs prendront effet et la nature de ces taux alternatifs sont encore très incertains. Nous surveillerons activement la réforme des TIO et nous tiendrons compte des circonstances lorsque nous renouvellerons des instruments financiers ou en concluons de nouveaux.
- Modifications de l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui permettent à un preneur d'être dispensé d'apprécier si un allègement de loyer accordé en raison de la COVID-19 constitue ou non une modification de contrat de location.

### **Récentes prises de position en comptabilité n'ayant pas encore été adoptées**

L'IASB a publié la nouvelle norme et les modifications de normes suivantes, qui entreront en vigueur au cours d'exercices à venir.

- IFRS 17, *Contrats d'assurance*, norme appelée à remplacer l'IFRS 4 du même nom, qui vise à uniformiser la comptabilisation des contrats d'assurance.
- Modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers - Informations à fournir sur les méthodes comptables*, qui exigent que les entités fournissent des informations significatives sur les méthodes comptables plutôt que des informations importantes.
- Modifications de l'IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*, qui précisent la définition des termes « méthode comptable » et « estimation comptable ».
- Modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers - Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants*, qui visent à préciser les critères de classement des passifs en tant que passifs non courants.
- Modifications de l'IAS 16, *Immobilisations corporelles - Produit antérieur à l'utilisation prévue*, lesquelles ne permettent pas de déduire du coût d'une immobilisation corporelle le produit de la vente d'éléments qui ont été produits avant que l'actif ne soit prêt à être utilisé.
- Modifications de l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises - Modification d'une référence au Cadre conceptuel*, qui visent à substituer la référence au Cadre conceptuel à d'autres références.
- Modifications de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels - Contrats déficitaires*, qui vise à préciser les charges dont une entité devrait tenir compte au moment d'établir le coût d'exécution d'un contrat déficitaire éventuel.
- Modifications de l'IAS 12, *Impôts sur le résultat - Impôt différé lié aux actifs et aux passifs découlant d'une transaction unique*, qui restreint la portée de l'exemption relative à la comptabilisation de l'impôt différé.

Nous ne prévoyons pas que l'IFRS 17, *Contrats d'assurance*, aura une incidence sur nos états financiers consolidés. Nous évaluons à l'heure actuelle les répercussions, le cas échéant, que les modifications de normes existantes auront sur nos états financiers consolidés, mais nous ne nous attendons pas actuellement à ce qu'elles soient significatives.

### Transactions entre parties liées

Nous avons conclu des transactions avec Transcontinental inc., société qui nous fournit des services d'impression et de prépresse. Isabelle Marcoux, C.M., est présidente du conseil d'administration de Transcontinental inc. et était administratrice de RCI jusqu'au 4 juin 2021.

Ces transactions sont inscrites au montant convenu par les parties liées et examinées par le comité d'audit et de risque. Les montants exigibles pour ces services ne sont pas garantis et ne portent pas intérêt, et leur paiement est exigible en trésorerie dans le mois suivant la date de transaction. Le tableau qui suit présente un résumé des activités menées par les parties liées relativement aux transactions susmentionnées.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Services d'impression et de prépresse	1	-	3	1

La Société a aussi conclu certaines transactions avec son actionnaire détenant le contrôle et avec les sociétés contrôlées par celui-ci. Ces transactions sont assujetties à des ententes formelles approuvées par le comité d'audit et de risque. Le total des montants versés à ces parties liées rend généralement compte de charges imputées à Rogers liées à l'utilisation commerciale occasionnelle d'un aéronef, déduction faite d'autres services administratifs, et a été inférieur à 1 million de dollars pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2021 et 2020.

### Contrôles et procédures

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours du trimestre à l'étude qui a eu, ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura, une incidence significative sur ces contrôles.

### Caractère saisonnier

Nos résultats opérationnels varient généralement d'un trimestre à l'autre en raison des changements de conjoncture économique et des fluctuations saisonnières, notamment, touchant chacun de nos secteurs à présenter. Cela signifie que les résultats d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'un trimestre ultérieur. Les activités de Sans-fil, de Cable et de Media comportent des aspects saisonniers, ainsi que certaines tendances historiques, qui leur sont propres. Pour en savoir davantage sur les tendances saisonnières de nos secteurs à présenter, il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2020. Outre les fluctuations saisonnières habituelles de nos activités, la COVID-19 a eu une incidence considérable sur nos résultats opérationnels du trimestre à l'étude, particulièrement pour nos secteurs Sans-fil et Media. Les produits tirés des services d'itinérance ont diminué plus qu'à l'habitude à cause d'une baisse des déplacements effectués par les clients en raison des restrictions de voyage imposées partout dans le monde. La possibilité de diffuser des matchs de la LNH et la participation des Blue Jays de Toronto à des matchs au cours du trimestre, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent marqué par les restrictions imposées par les autorités de santé publique, ont entraîné une augmentation des produits et des charges opérationnelles pour le trimestre à l'étude.

### Incertitude relative aux estimations

Nos hypothèses, attentes et estimations sont plus incertaines que d'habitude en raison de l'incertitude entourant la durée et l'issue potentielles de la COVID-19, des effets imprévisibles et changeants de celle-ci et des réponses du gouvernement pour y faire face. Nous sommes d'avis que cet accroissement de l'incertitude se manifeste surtout sur les estimations des pertes de crédit attendues et de la provision pour créances douteuses.

## Indicateurs clés de performance

Nous mesurons le succès de notre stratégie à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs clés de performance, qui sont définis et analysés dans notre rapport de gestion annuel de 2020 et le présent rapport de gestion. La Société estime que ces indicateurs clés de performance lui permettent de mesurer adéquatement sa performance par rapport à sa stratégie opérationnelle et par rapport aux résultats de ses pairs et de ses concurrents. Ces indicateurs ne sont pas des mesures conformes aux IFRS et ne doivent pas être considérés comme des substituts au bénéfice net ni à tout autre indicateur de performance conforme aux IFRS. Ces indicateurs sont les suivants :

- les nombres d'abonnés;
  - le nombre d'abonnés de Sans-fil;
  - le nombre d'abonnés de Cable;
  - le nombre de foyers branchés (Cable);
- le taux d'attrition des abonnés de Sans-fil;
- le montant facturé moyen par abonné (« MFMPA ») mixte de Sans-fil;
- les produits moyens par abonné (« PMPA ») mixtes de Sans-fil;
- les produits moyens par compte (« PMPC ») de Cable;
- les relations clients de Cable;
- la pénétration du marché de Cable (la « pénétration »);
- l'intensité du capital;
- le total des produits tirés des services.

## Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires

La Société a recours aux mesures non conformes aux PCGR et aux mesures de la performance complémentaires suivantes, qui sont revues périodiquement par la direction et le conseil d'administration, pour évaluer la performance de la Société et prendre des décisions au sujet des activités courantes de la Société et de sa capacité à générer des flux de trésorerie. Ces mesures, en totalité ou en partie, peuvent également être utilisées par les investisseurs, les institutions prêteuses et les agences de notation à titre d'indicateurs de la performance opérationnelle de la Société, de sa capacité à contracter ou à rembourser des emprunts et à titre de mesures d'évaluation des entreprises œuvrant dans le secteur des télécommunications. Ces mesures ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine.

Mesure non conforme aux PCGR et mesure de la performance complémentaire	Pourquoi nous l'utilisons	Comment nous la calculons	Mesure financière la plus comparable en IFRS
BAlIA ajusté  Marge du BAlIA ajusté	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour évaluer la performance de nos activités et pour prendre des décisions à l'égard des activités courantes de l'entreprise et de la capacité à générer des flux de trésorerie.</li> <li>Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent le BAlIA ajusté pour mesurer notre capacité à rembourser nos emprunts et à honorer nos autres obligations de paiement.</li> <li>Nous l'utilisons également à titre de composante du calcul de la rémunération incitative à court terme de tous les membres du personnel de direction.</li> </ul>	<p>BAlIA ajusté :</p> <p>Bénéfice net</p> <p>Plus (moins) les éléments suivants</p> <p>Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat, charges financières, amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, autres charges (produits), frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, et perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles</p> <p>Marge du BAlIA ajusté :</p> <p>BAlIA ajusté</p> <p>Divisé par l'élément suivant</p> <p>Produits (ou produits tirés des services pour le calcul de la marge du BAlIA ajusté sur les produits tirés des services du secteur Sans-fil)</p>	Bénéfice net
Résultat net ajusté  Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour évaluer la performance de nos activités compte non tenu de l'incidence des éléments précédents puisque ceux-ci nuisent à la comparabilité de nos résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances relatives à la performance de nos activités. Exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils ne sont pas récurrents.</li> </ul>	<p>Bénéfice net ajusté :</p> <p>Bénéfice net</p> <p>Plus (moins) les éléments suivants</p> <p>Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, perte (recouvrement) sur la vente ou la liquidation de placements, perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles, (profit) sur les acquisitions, perte liée aux obligations d'achat liées à la participation ne donnant pas le contrôle, perte liée aux remboursements sur la dette à long terme, perte sur les dérivés liés aux contrats à terme sur obligations et ajustements d'impôt sur le résultat liés à ces éléments, y compris les ajustements liés aux modifications législatives</p> <p>Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté :</p> <p>Résultat net ajusté et résultat net ajusté incluant l'effet dilutif de la rémunération fondée sur des actions</p> <p>Divisé par l'élément suivant</p> <p>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation, avant et après dilution</p>	Bénéfice net  Bénéfice de base et dilué par action
Flux de trésorerie disponibles	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour faire état du montant en trésorerie disponible aux fins de remboursement de la dette ou de réinvestissement dans la Société, ce qui est un indicateur important de la solidité et de la performance financières de notre entreprise.</li> <li>Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer une entreprise et ses actifs sous-jacents.</li> </ul>	<p>BAlIA ajusté</p> <p>Moins les éléments suivants</p> <p>Dépenses d'investissement, intérêts sur les emprunts déduction faite des intérêts inscrits à l'actif, et impôt sur le résultat en trésorerie</p>	Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles



Mesure non conforme aux PCGR et mesure de la performance complémentaire	Pourquoi nous l'utilisons	Comment nous la calculons	Mesure financière la plus comparable en IFRS
Dettes nettes ajustées	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions en lien avec la structure du capital.</li> <li>Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement.</li> </ul>	Total de la dette à long terme Plus (moins) les éléments suivants Partie courante de la dette à long terme, coûts de transaction et escomptes différés, (actifs) passifs nets au titre des dérivés liés à la dette se rapportant aux titres d'emprunt émis, ajustement lié au risque de crédit relativement à la position nette au titre des dérivés liés à la dette, partie courante des obligations locatives; obligations locatives; avances bancaires (trésorerie et équivalents de trésorerie) et emprunts à court terme	Dettes à long terme
Ratio d'endettement	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital.</li> <li>Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement.</li> </ul>	Dettes nettes ajustées (selon la définition fournie ci-dessus) Divisée par l'élément suivant BAIIA ajusté des 12 derniers mois (selon la définition fournie ci-dessus)	Dettes à long terme divisées par le bénéfice net

### Rapprochement du BAIIA ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Bénéfice net	<b>302</b>	279	<b>663</b>	631
Ajouter :				
Charge d'impôt sur le résultat	<b>111</b>	102	<b>239</b>	219
Charges financières	<b>206</b>	214	<b>424</b>	434
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	<b>647</b>	650	<b>1 285</b>	1 289
BAIIA	<b>1 266</b>	1 245	<b>2 611</b>	2 573
Ajouter (déduire) :				
Autres (produits) charges	<b>(7)</b>	7	<b>(6)</b>	(7)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	<b>115</b>	42	<b>160</b>	63
BAIIA ajusté	<b>1 374</b>	1 294	<b>2 765</b>	2 629

### Rapprochement de la marge du BAIIA ajusté

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
BAIIA ajusté	<b>1 374</b>	1 294	<b>2 765</b>	2 629
Diviser par : total des produits	<b>3 582</b>	3 155	<b>7 070</b>	6 571
Marge du BAIIA ajusté	<b>38,4 %</b>	41,0 %	<b>39,1 %</b>	40,0 %

## Rapprochement du résultat net ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Bénéfice net	<b>302</b>	279	<b>663</b>	631
Ajouter (déduire) :				
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	<b>115</b>	42	<b>160</b>	63
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	<b>(30)</b>	(11)	<b>(42)</b>	(17)
Résultat net ajusté	<b>387</b>	310	<b>781</b>	677

## Rapprochement du résultat par action ajusté

(en millions de dollars, sauf les montants par action, et le nombre d'actions en circulation, en millions)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Résultat par action de base ajusté :				
Résultat net ajusté	<b>387</b>	310	<b>781</b>	677
Diviser par :				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	<b>505</b>	505	<b>505</b>	505
Résultat par action de base ajusté	<b>0,77 \$</b>	0,61 \$	<b>1,55 \$</b>	1,34 \$
Résultat par action dilué ajusté :				
Résultat net ajusté dilué	<b>387</b>	304	<b>779</b>	660
Diviser par :				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution	<b>506</b>	506	<b>506</b>	506
Résultat par action dilué ajusté	<b>0,76 \$</b>	0,60 \$	<b>1,54 \$</b>	1,30 \$

## Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2021	2020	2021	2020
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	<b>1 016</b>	1 429	<b>1 695</b>	2 388
Ajouter (déduire) :				
Dépenses d'investissement	<b>(719)</b>	(559)	<b>(1 203)</b>	(1 152)
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	<b>(178)</b>	(192)	<b>(366)</b>	(379)
Intérêts payés	<b>198</b>	198	<b>414</b>	398
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	<b>115</b>	42	<b>160</b>	63
Amortissement des droits de diffusion	<b>(16)</b>	(16)	<b>(36)</b>	(38)
Variation de la valeur nette des actifs et passifs d'exploitation	<b>(194)</b>	(447)	<b>(7)</b>	(315)
Autres ajustements	<b>80</b>	13	<b>39</b>	(35)
Flux de trésorerie disponibles	<b>302</b>	468	<b>696</b>	930

## Rapprochement de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement

	Au 30 juin	Au 31 décembre
(en millions de dollars)	<b>2021</b>	2020
Partie courante de la dette à long terme	<b>1 530</b>	1 450
Dette à long terme	<b>14 912</b>	16 751
Coûts de transaction et escomptes différés	<b>175</b>	172
	<b>16 617</b>	18 373
Ajouter (déduire) :		
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	<b>(1 064)</b>	(1 086)
Ajustement lié au risque de crédit relativement aux actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	<b>(25)</b>	(15)
Emprunts à court terme	<b>1 207</b>	1 221
Partie courante des obligations locatives	<b>309</b>	278
Obligations locatives	<b>1 614</b>	1 557
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>(905)</b>	(2 484)
Dette nette ajustée	<b>17 753</b>	17 844
	Au 30 juin	Au 31 décembre
(en millions de dollars, sauf les ratios)	<b>2021</b>	2020
Dette nette ajustée	<b>17 753</b>	17 844
Diviser par : BAIIA ajusté des 12 derniers mois	<b>5 993</b>	5 857
Ratio d'endettement	<b>3,0</b>	3,0

## Autres renseignements

### Résultats financiers consolidés - sommaire trimestriel

Le tableau ci-après présente un résumé de nos résultats consolidés pour les huit derniers trimestres.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2021		2020				2019	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
<b>Produits</b>								
Sans-fil	<b>2 064</b>	2 074	2 291	2 228	1 934	2 077	2 493	2 324
Cable	<b>1 013</b>	1 020	1 019	988	966	973	987	994
Media	<b>546</b>	440	409	489	296	412	530	483
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	<b>(41)</b>	(46)	(39)	(40)	(41)	(46)	(58)	(47)
Total des produits	<b>3 582</b>	3 488	3 680	3 665	3 155	3 416	3 952	3 754
Total des produits tirés des services <sup>1</sup>	<b>3 131</b>	3 021	3 023	3 086	2 797	3 049	3 244	3 233
<b>BAlIA ajusté<sup>2</sup></b>								
Sans-fil	<b>1 008</b>	1 013	1 034	1 089	918	1 026	1 064	1 138
Cable	<b>492</b>	487	520	508	454	453	497	499
Media	<b>(75)</b>	(59)	82	89	(35)	(85)	22	130
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	<b>(51)</b>	(50)	(46)	(48)	(43)	(59)	(53)	(55)
BAlIA ajusté	<b>1 374</b>	1 391	1 590	1 638	1 294	1 335	1 530	1 712
<b>Déduire (ajouter) :</b>								
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	<b>647</b>	638	666	663	650	639	638	627
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	<b>115</b>	45	73	49	42	21	38	42
Charges financières	<b>206</b>	218	228	219	214	220	230	215
Autres (produits) charges	<b>(7)</b>	1	2	6	7	(14)	(12)	16
Bénéfice net avant la charge d'impôt sur le résultat	<b>413</b>	489	621	701	381	469	636	812
Charge d'impôt sur le résultat	<b>111</b>	128	172	189	102	117	168	219
Bénéfice net	<b>302</b>	361	449	512	279	352	468	593
<b>Bénéfice par action</b>								
De base	<b>0,60 \$</b>	0,71 \$	0,89 \$	1,01 \$	0,55 \$	0,70 \$	0,92 \$	1,16 \$
Dilué	<b>0,60 \$</b>	0,70 \$	0,89 \$	1,01 \$	0,54 \$	0,68 \$	0,92 \$	1,14 \$
Bénéfice net	<b>302</b>	361	449	512	279	352	468	593
<b>Ajouter (déduire) :</b>								
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	<b>115</b>	45	73	49	42	21	38	42
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	<b>-</b>	-	-	-	-	-	19	-
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	<b>(30)</b>	(12)	(19)	(13)	(11)	(6)	(14)	(13)
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	<b>-</b>	-	(3)	-	-	-	-	-
Résultat net ajusté <sup>2</sup>	<b>387</b>	394	500	548	310	367	511	622
<b>Résultat par action ajusté<sup>2</sup></b>								
De base	<b>0,77 \$</b>	0,78 \$	0,99 \$	1,09 \$	0,61 \$	0,73 \$	1,00 \$	1,22 \$
Dilué	<b>0,76 \$</b>	0,77 \$	0,99 \$	1,08 \$	0,60 \$	0,71 \$	1,00 \$	1,19 \$
Dépenses d'investissement	<b>719</b>	484	656	504	559	593	791	657
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	<b>1 016</b>	679	947	986	1 429	959	1 166	1 305
Flux de trésorerie disponibles <sup>2</sup>	<b>302</b>	394	568	868	468	462	497	767

<sup>1</sup> Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

<sup>2</sup> Le BAlIA ajusté, le résultat net ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, sur la façon dont nous les calculons et les ratios auxquels elles servent.

## Sommaire des résultats financiers du garant de la dette à long terme

Nos titres d'emprunt publics en circulation, les montants prélevés sur nos facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit de 6,4 milliards de dollars et nos dérivés sont des obligations non garanties de RCI, en sa qualité de débiteur, et de RCCI, en sa qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas.

Le tableau qui suit fournit un sommaire des principales informations financières de consolidation non auditées de RCI pour les périodes indiquées et inclut des colonnes distinctes pour : i) RCI, ii) RCCI, iii) les filiales non garanties, sur une base combinée, iv) les ajustements de consolidation et v) les totaux consolidés.

Trimestres clos les 30 juin (non audité) (en millions de dollars)	RCI <sup>1,2</sup>		RCCI <sup>1,2</sup>		Filiales non garantées <sup>1,2</sup>		Ajustements de consolidation <sup>1,2</sup>		Total	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020

Données tirées de l'état du résultat net										
Produits	–	–	<b>3 061</b>	2 887	<b>570</b>	314	<b>(49)</b>	(46)	<b>3 582</b>	3 155
Bénéfice net (perte nette)	<b>302</b>	279	<b>346</b>	251	<b>(50)</b>	(21)	<b>(296)</b>	(230)	<b>302</b>	279

Semestres clos les 30 juin (non audité) (en millions de dollars)	RCI <sup>1,2</sup>		RCCI <sup>1,2</sup>		Filiales non garantées <sup>1,2</sup>		Ajustements de consolidation <sup>1,2</sup>		Total	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020

Données tirées de l'état du résultat net										
Produits	–	–	<b>6 136</b>	5 920	<b>1 034</b>	748	<b>(100)</b>	(97)	<b>7 070</b>	6 571
Bénéfice net (perte nette)	<b>663</b>	631	<b>702</b>	598	<b>(48)</b>	54	<b>(654)</b>	(652)	<b>663</b>	631

À la clôture de la période (non audité) (en millions de dollars)	RCI <sup>1,2</sup>		RCCI <sup>1,2</sup>		Filiales non garantées <sup>1,2</sup>		Ajustements de consolidation <sup>1,2</sup>		Total	
	30 juin 2021	31 déc. 2020	30 juin 2021	31 déc. 2020	30 juin 2021	31 déc. 2020	30 juin 2021	31 déc. 2020	30 juin 2021	31 déc. 2020

Données tirées de l'état de la situation financière										
Actifs courants	<b>26 767</b>	27 186	<b>27 648</b>	26 326	<b>9 929</b>	9 929	<b>(58 963)</b>	(56 512)	<b>5 381</b>	6 929
Actifs non courants	<b>32 111</b>	31 184	<b>24 896</b>	24 835	<b>3 655</b>	3 650	<b>(28 367)</b>	(27 744)	<b>32 295</b>	31 925
Passifs courants	<b>29 146</b>	27 264	<b>28 985</b>	28 167	<b>9 329</b>	9 294	<b>(60 590)</b>	(58 139)	<b>6 870</b>	6 586
Passifs non courants	<b>16 842</b>	18 740	<b>4 944</b>	5 080	<b>160</b>	152	<b>(1 240)</b>	(1 278)	<b>20 706</b>	22 694

<sup>1</sup> Aux fins du tableau ci-dessus, les placements dans des filiales sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

<sup>2</sup> Les montants présentés au titre des passifs courants et des passifs non courants de RCCI n'incluent pas les obligations découlant du fait d'agir en qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas, de la dette à long terme de RCI.

## À propos des énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et de l'information prospective, au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (ensemble, les « énoncés prospectifs »), et des hypothèses concernant, notamment, les activités, les activités opérationnelles ainsi que la performance et la situation financières de la Société, qui ont été approuvées par la direction à la date du présent rapport de gestion. Ces énoncés prospectifs et hypothèses comprennent, notamment, des énoncés sur les objectifs de la Société et ses stratégies pour les atteindre ainsi que des énoncés sur ses opinions, plans, attentes, prévisions, estimations ou intentions.

### Les énoncés prospectifs :

- incluent habituellement des termes comme « prévoir », « supposer », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « projeter », « objectifs », « perspectives », « cibles » et d'autres expressions semblables et l'utilisation du futur et du conditionnel;
- comprennent les conclusions, prévisions et projections fondées sur nos objectifs et stratégies actuels ainsi que sur des estimations, attentes, hypothèses et autres facteurs que nous avons jugés raisonnables au moment de leur formulation, mais qui pourraient se révéler incorrects;
- ont été approuvés par la direction de la Société à la date du présent rapport de gestion.

Nos énoncés prospectifs comprennent des prévisions et des projections liées notamment aux éléments suivants, dont certains constituent des mesures non conformes aux PCGR (se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires ») :

- les produits;
- le total des produits tirés des services;
- le BAIIA ajusté;
- les dépenses d'investissement;
- les paiements d'impôt en trésorerie;
- les flux de trésorerie disponibles;
- les paiements de dividendes;
- la croissance des nouveaux produits et services;
- la croissance prévue du nombre d'abonnés et des services auxquels ils souscrivent;
- le coût d'acquisition et de fidélisation des abonnés et de déploiement de nouveaux services;
- les réductions de coûts et les gains en efficacité continus;
- le ratio d'endettement de la Société;
- les déclarations au sujet des plans d'intervention que nous avons mis en œuvre devant la COVID-19 et de ses répercussions sur la Société;
- le calendrier et la réalisation prévus de la transaction;
- les avantages attendus de la transaction, notamment les synergies issues du regroupement, opérationnelles, d'échelle et autres, et le moment de leur réalisation;
- tous les autres énoncés qui ne relèvent pas de faits passés.

Nos conclusions, prévisions et projections se fondent sur diverses estimations, attentes et hypothèses et d'autres facteurs, notamment les suivants :

- les taux de croissance générale de l'économie et du secteur;
- les cours de change en vigueur et les taux d'intérêt;
- les niveaux de tarification des produits et l'intensité de la concurrence;
- la croissance du nombre d'abonnés;
- les prix et les taux d'utilisation et d'attrition;
- l'évolution de la réglementation gouvernementale;
- le déploiement de la technologie;
- la disponibilité des appareils;
- le calendrier de lancement des nouveaux produits;
- le coût du contenu et du matériel;
- l'intégration des acquisitions;
- la structure et la stabilité du secteur;
- les répercussions de la COVID-19 sur nos activités, nos liquidités, notre situation financière ou nos résultats.

À moins d'indication contraire, le présent rapport de gestion et les énoncés prospectifs de la Société ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être envisagés ou annoncés ou qui pourraient survenir après la date des énoncés prospectifs figurant aux présentes.

### **Risques et incertitudes**

Les événements et résultats réels pourraient différer sensiblement de ceux exprimés explicitement ou implicitement dans les énoncés prospectifs en raison des risques, incertitudes et autres facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et qui comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- la modification de la réglementation;
- l'évolution technologique;
- la conjoncture économique, le contexte géopolitique et d'autres situations qui influent sur l'activité commerciale;
- les variations imprévues des coûts de matériel ou de contenu;
- l'évolution de la conjoncture dans les secteurs du divertissement, de l'information et des communications;
- l'intégration des acquisitions;
- les litiges et les questions fiscales;
- l'intensité de la concurrence;
- l'émergence de nouvelles occasions d'affaires;
- des menaces extérieures, telles que des épidémies, des pandémies et d'autres crises sanitaires, des catastrophes naturelles et des cyberattaques;
- les risques liés à la transaction, y compris le calendrier, l'obtention et les conditions des approbations des principales autorités de réglementation; la satisfaction des diverses conditions de clôture de la transaction; le financement de la transaction; les avantages prévus et la réussite de l'intégration des entreprises et des activités de Rogers et de Shaw;
- les nouvelles normes comptables et les nouvelles interprétations des organismes de normalisation comptable.

Ces facteurs peuvent également avoir une incidence sur nos objectifs, nos stratégies et nos intentions. Un grand nombre de ces facteurs est indépendant de notre volonté ou de nos attentes ou connaissances actuelles. Par conséquent, si ces risques, incertitudes ou autres facteurs se concrétisaient, si les objectifs, stratégies ou intentions actuels de la Société changeaient ou si les autres facteurs ou hypothèses qui sous-tendent les énoncés prospectifs se révélaient incorrects, les résultats réels et nos plans pourraient différer considérablement des prévisions courantes.

Par conséquent, les investisseurs doivent faire preuve de prudence à l'égard des énoncés prospectifs et il serait déraisonnable de leur part de se fier indûment à ces énoncés en croyant qu'ils leur confèrent quelque droit établi que ce soit en ce qui concerne nos résultats ou plans futurs. La Société n'est nullement tenue (et rejette expressément une telle obligation) de mettre à jour ou de modifier les énoncés contenant des informations prospectives et les facteurs ou hypothèses sous-jacents à ces énoncés, que ce soit en raison de renseignements nouveaux, d'événements futurs ou autrement, sauf si la loi l'exige. Tous les énoncés prospectifs paraissant dans le présent rapport de gestion sont assujettis à cette mise en garde.

### **Avant de prendre une décision d'investissement**

Avant de prendre une décision d'investissement et pour une analyse détaillée des risques, des incertitudes et du contexte liés aux activités de la Société, de ses activités d'exploitation, et de sa performance et de sa situation financière, il y a lieu de revoir attentivement les rubriques « Mise à jour sur les risques et les incertitudes » et « Évolution de la réglementation » du présent rapport de gestion, les rubriques « Réglementation de notre secteur » et « Gouvernance et gestion des risques » de notre rapport de gestion annuel de 2020, ainsi que les divers documents que nous avons déposés auprès des autorités de réglementation canadiennes et américaines, disponibles respectivement sur les sites Web [sedar.com](http://sedar.com) et [sec.gov](http://sec.gov). L'information obtenue sur les sites Web [sedar.com](http://sedar.com), [sec.gov](http://sec.gov), le site Web de la Société ou tout autre site Web mentionné dans le présent document, ou liée à ces sites, ne fait pas partie du présent rapport de gestion et n'y est pas intégrée.

###